

Papiers de recherche

Auteur
Nicolas Hubert

Coordination
Audrey Perraud (AFD)

JANVIER 2025
N° 337

Aires protégées
communautaires
et conflits en
Afrique de l'Est et
Australe :

quels facteurs
identifiés par la
littérature ?

Introduction	4
Méthodologie de recherche	4
1. Principales observations issues de la littérature	6
1.1. Le modèle de la conservation communautaire, définition et état de la question	6
1.2. Sur les modèles économiques couramment associés à la conservation communautaire	8
1.3. Impacts socio-économiques au sein des communautés riveraines	11
1.4. Carence des modèles de gestion des aires communautaires	14
2. Principaux facteurs conflictuels identifiés	17
2.1. Le renforcement des rapports de domination et inégalités préexistantes	18
2.2. Répartitions inégales des revenus, accroissement des pressions anthropiques et militarisation ?	20
3. Conclusion et perspectives de recherche	23
Bibliographie	25
Liste des sigles et abréviations	35

Agence française de développement

Papiers de recherche

Les *Papiers de Recherche de l'AFD* ont pour but de diffuser rapidement les résultats de travaux en cours. Ils s'adressent principalement aux chercheurs, aux étudiants et au monde académique. Ils couvrent l'ensemble des sujets de travail de l'AFD : analyse économique, théorie économique, analyse des politiques publiques, sciences de l'ingénieur, sociologie, géographie et anthropologie. Une publication dans les *Papiers de Recherche de l'AFD* n'en exclut aucune autre.

Les opinions exprimées dans ce papier sont celles de son (ses) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'AFD. Ce document est publié sous l'entière responsabilité de son (ses) auteur(s) ou des institutions partenaires.

Research Papers

AFD Research Papers are intended to rapidly disseminate findings of ongoing work and mainly target researchers, students and the wider academic community. They cover the full range of AFD work, including: economic analysis, economic theory, policy analysis, engineering sciences, sociology, geography and anthropology. *AFD Research Papers* and other publications are not mutually exclusive.

The opinions expressed in this paper are those of the author(s) and do not necessarily reflect the position of AFD. It is therefore published under the sole responsibility of its author(s) or its partner institutions.

**Aires protégées
communautaires et conflits
en Afrique de l'Est et
Australie : quels facteurs
identifiés par la littérature ?**

Auteur

Nicolas Hubert
Post-doctorant, Centre
FrancoPaix en résolution des
conflits, Université du Québec à
Montréal.

Coordination

Audrey Perraud (Agence
française de développement)

Résumé

Ce papier de recherche a pour objectif de mieux comprendre et contribuer à définir les conflits associés aux aires communautaires de conservation de l'environnement en Afrique de l'Est et en Afrique australe, avec des exemples issus principalement du Kenya, de Tanzanie, de Namibie et du Zimbabwe. Cette recherche établit pour cela une revue de la littérature non systématique, afin de mieux saisir les connaissances actuelles et les manques au sein de la recherche en sciences sociales et humaines sur le modèle communautaire de conservation de l'environnement. Cette revue de littérature met en évidence les principales observations de la littérature quant aux modèles de gouvernance, aux modèles économiques et à la transformation des tissus socio-économiques associés aux projets dits de conservation communautaire en Afrique de l'Est ; et éclaire, ce faisant, les certains des conflits associés à la conservation de la nature dans ces contextes.

Mots-clés

Aires naturelles protégées, conflits socio-environnementaux, conservation de l'environnement, gestion des ressources naturelles, Afrique de l'est, Afrique Australe, Kenya, Tanzanie, Namibie

Version originale

Français

Acceptée

Décembre 2024

Abstract

This research paper aims to better understand and contribute to defining conflicts associated with community environmental conservation areas in East and Southern Africa, with examples mainly from Kenya, Tanzania, Namibia and Zimbabwe. This research establishes a review of the literature, not systematic, to better understand current knowledge and gaps in social sciences and humanities research on the community model of environmental conservation. This literature review highlights the main observations of the literature on governance models, economic models and socio-economic tissue transformation associated with community conservation projects in East Africa; and thereby illuminates some of the conflicts associated with nature conservation in these contexts.

Keywords

Protected areas, socio-environmental conflicts, environmental conservation, natural resource management, East Africa, Southern Africa, Kenya, Tanzania, Namibia

Acknowledgements

JEL Classification

Original version

French

Accepted

December 2024

Introduction

Ce papier de recherche a pour objectif de mieux comprendre et définir les conflits associés aux aires protégées communautaires en Afrique de l'Est et australe, en particulier au sein des *conservancies* communautaires. Les *conservancies* ont été créées par les législations namibiennes et kényanes et désignent aujourd'hui communément en Afrique de l'Est et en Afrique australe des aires protégées complémentaires et non étatiques, créées pour lutter contre la fragmentation des habitats naturels et assurer une meilleure connectivité écologique entre différents écosystèmes, et souvent situées en bordure ou entre des espaces plus fortement protégés, comme les parcs nationaux. De nombreuses *conservancies* sont des *conservancies* communautaires, notamment au Kenya.

Cette recherche est une revue de la littérature non systématique afin de mieux saisir les connaissances actuelles et les manques persistant au sein de la recherche en sciences sociales et humaines sur le modèle communautaire de conservation de l'environnement. Cette recherche n'a ainsi pas pour objectif de mettre en évidence de nouvelles données empiriques, ni d'apporter des recommandations ciblées pour résoudre les enjeux conflictuels associés à la conservation de l'environnement. Cette recherche met à l'inverse en évidence les principales observations de la littérature quant aux modèles de gouvernance, aux modèles économiques et à la transformation des tissus socio-économiques associés aux projets d'appui aux aires protégées communautaires en Afrique de l'Est et en Afrique australe; et éclaire de ces points de vue les principaux enjeux de conflits associés à la conservation de la nature dans ces contextes.

Dans cette perspective, ce papier de recherche revient tout d'abord sur la méthodologie de recherche, puis expose par la suite les principales observations issues de la littérature étudiée consacrée à la conservation communautaire ainsi que les facteurs conflictuels y étant associés, avant de détailler, pour conclure, les perspectives de recherche associées à cette thématique.

Méthodologie de recherche

Cette revue de littérature a pris en considération plusieurs sources de documents : d'une part des éléments issus de la littérature grise comme des évaluations ex post de projets de conservation de la nature (Bazin et al. 2016 ; Quesnet et al. 2019) ou des synthèses d'études portant sur les politiques environnementales et de protection de la nature en Afrique (Elliott et al. 2014 ; Malleret-King et al.); d'autre part cette revue a considéré les résultats et manques de la revue systématique de la littérature effectuée par Galvin et al. (2018) sur la conservation communautaire africaine et approfondit la question des conflits entourant les aires communautaires de conservation de l'environnement, notamment les *conservancies* communautaires en Afrique de l'Est et en Afrique australe. In fine, cette recherche se base sur une revue de la littérature établie à partir de 20 sources académiques et de 4 sources opérationnelles issues de la littérature grise.

La recherche de références académiques s'est effectuée au travers du site internet de la bibliothèque de l'Université d'Ottawa (libre d'accès et qui référence l'intégralité des réseaux *mainstream* de recherche) en tapant le mot clé « *conservancies* ». 20 références ont par la suite été sélectionnées dans les 400 premiers résultats sur les 26 444 articles scientifiques recensés sur cette thématique. Les références ont été sélectionnées en fonction de 3 critères : 1) leur publication en *Open Access*, 2) leur publication récente (sur les 20 références académiques seulement 4 ont plus de 5 ans avec des publications en 2013, 2014, 2015 et 2016), 3) leur focalisation sur des études de programmes de conservation communautaire en Afrique de l'Est, et notamment de l'étude de cas portant sur le Kenya, la Namibie et le Zimbabwe, en raison du nombre important d'aires protégées non étatiques et communautaires créées depuis la fin des années 1990 et de l'importance relative de ces pays dans la littérature scientifique portant sur la gestion communautaire des ressources naturelles.

La focalisation de cette recherche sur des études récentes permet de contourner le temps de travail et l'engagement plus

conséquents devant être dédiés à une revue systématique de la littérature. En effectuant une analyse minutieuse et attentive des références sélectionnées, cette recherche a effectué une capitalisation des revues de la littérature mobilisées au sein de chaque référence académique et met en avant les résultats de plus de 190 références supplémentaires abordant autant l'historique de la conservation communautaire, les modèles économiques qui y sont associés, ses différents modes de gouvernance et gestion, et la manière dont ces aires protégées peuvent influencer sur les structures socio-politiques endogènes ou générer des conflits.

Cette revue de littérature a peu mobilisé d'études issues des sciences naturelles portant plus spécifiquement sur l'état de la biodiversité au sein des espaces de conservation communautaire. Comme le font remarquer Gavin et al. (2018), les études portant sur l'état de la biodiversité au sein des *conservancies* en Afrique de l'Est et Australe semblent être beaucoup moins nombreuses que les études portant sur leurs impacts socio-économiques (seulement 2 références sur les 20 recensées).

Il convient également de souligner que cette recherche utilise la notion connexe de Community Based Natural Resources Management (abrégée CBNRM) qui est mobilisée par de nombreuses recherches en sciences sociales et humaines pour appréhender les *conservancies* et plus globalement les aires de conservation communautaires en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

Enfin, cette revue de la littérature ne mobilise pas de nouvelles données empiriques et ne souligne pas de recommandations spécifiques pour contribuer à la réussite des programmes de conservation communautaire : c'est un travail préliminaire et réalisé « sur table », qui mériterait sans aucun doute d'être poursuivi par des recherches plus poussées et de terrain. Il est de même important de souligner que ce travail de recherche ne porte pas de jugement de valeurs ou de remise en question sur le bien-fondé et l'utilité des aires protégées, et notamment des programmes communautaires de conservation de l'environnement. Ce papier de recherche synthétise simplement les recherches et conclusions mises en avant par plusieurs

auteurs en sciences sociales et humaines appréhendant la question de la conservation communautaire en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

Pour cela, ce papier de recherche revient dans un premier temps sur les principales observations issues de la littérature en abordant plus spécifiquement 1.1) le modèle de la conservation communautaire, définition et état de la question, 1.2) le manque d'efficacité des modèles économiques en matière de développement territorial, 1.3) les impacts socio-économiques, 1.4) les carences des modèles de gestion des aires communautaires.

Dans une seconde section, ce papier de recherche aborde les principaux facteurs conflictuels identifiés par la littérature, portant plus particulièrement sur 2.1) le renforcement des rapports de domination et des inégalités préexistantes et 2.2) les répartitions inégales des revenus et l'accroissement des pressions anthropiques.

1. Principales observations issues de la littérature

La littérature s'accorde sur la complexification croissante des modes de gouvernance et de gestion des aires de conservation de l'environnement, notamment lorsque la gouvernance est partagée entre des acteurs aux statuts différents (détenteurs de droits, porteurs d'intérêts et autres parties prenantes) et que cette gouvernance est collective ou communautaire. Maynard, Cobson et Kamanga (2019 : 723) soulignent aussi la grande diversité des acteurs impliqués dans la gestion des aires naturelles protégées communautaires, tandis que Heydinger et al. (2022 : 1), ainsi que Gargallo et Kalvelage (2021) ou encore Bersaglio et Cleavera (2018 : 469), soulignent pour leur part la perte des perspectives communautaires dans la gestion réelle des *conservancies*, mettant en avant le poids des rationalités économiques associées au principal modèle économique des *conservancies*, le tourisme de conservation. En parallèle, d'autres auteurs tels que Suich (2013 : 1), Morton, Winter et Grote (2016 : 397) rappellent que peu d'études permettent de réellement constater l'atteinte des objectifs de développement et de renforcement des capacités des communautés associées aux *conservancies*. Ces éléments sont également mis en avant dans la revue systématique de la littérature produite par Galvin et al. (2018) qui, en analysant 73 études de cas en Afrique de l'Est et Australe, soulignent que 48% (35 cas) des études sur les *conservancies* rapportent des impacts positifs sur le bien-être humain et la conservation, 36% (26 cas) des impacts négatifs et 16% (12 cas) des impacts mitigés entre négatifs et positifs. Dans leur revue de la littérature systématique, Galvin et al. (2018) soulignent que dans l'ensemble, les objectifs assumés par la gestion communautaire des ressources naturelles étaient la conservation de l'environnement (47 cas pour 64%), le développement socio-économique (24 cas pour 33%) et l'usage durable des ressources (24 cas pour 33%) tandis que les modèles économiques ont été identifiés comme relevant de l'écotourisme pour 43 cas (59%), la chasse pour 37 cas (53%), et le pastoralisme « durable » ainsi que la valorisation des produits forestiers non ligneux pour 14 cas (19%). Les activités économiques des communautés riveraines ont quant à elles été identifiées comme relevant de l'élevage (63%, 46 cas), de l'agriculture (62%, 45 cas) et de l'écotourisme (21 cas, 29%) (Galvin et al. 2018 : 6). Pour mieux saisir les impacts de la conservation communautaire sur les communautés riveraines nous reviendrons au sein de cette section sur la définition de la conservation communautaire, sur les modèles économiques ainsi que sur les modèles de gouvernance qui y sont associés.

1.1. Le modèle de la conservation communautaire, définition et état de la question

Le concept de la conservation communautaire en Afrique subsaharienne a été développé en opposition au modèle de « *fortress conservation* » caractéristique des parcs nationaux et réserves de chasse hérités des administrations coloniales et dont les populations riveraines pouvaient être à la fois exclues des espaces de conservation, des organes de gestion et des modèles économiques y étant associés. Brock et Cleavera (2018 : 469) expliquent en ce sens que l'approche de *community based natural resource management* (CBNRM) a émergé dans les années 1990 en Afrique au travers de projets de développement territorial permettant un contrôle décentralisé de la gestion des ressources naturelles tout en générant des opportunités de développement pour les communautés rurales pauvres. Cette sous-section revient spécifiquement sur la manière dont la littérature définit le concept de conservation communautaire et évalue ses impacts en matière de développement territorial et de renforcement des capacités des communautés riveraines.

Suich (2013 : 1) décrit le principe de la *conservancy* comme l'élaboration d'un programme dont le fondement est de « lier l'atteinte des objectifs de la conservation avec ceux du développement rural et de l'éradication de la pauvreté ». Il renvoie alors aux études de Jones (1999, 2004), Jones et Murphree (2004), Kiss (1990), Western et al. (1994), Blaikie (2006) et Roe et al. (2009) pour rappeler que si ces deux objectifs sont associés, c'est que ces aires naturelles protégées communautaires se situent la majeure partie du temps au sein de territoires possédant d'importants taux de pauvreté et dont les populations sont fortement dépendantes des ressources naturelles pour leur subsistance. Dumsile et Maruta (2020 : 1) abordent l'étude des *conservancies*

au travers du concept de *community based tourism* qu'ils définissent comme des initiatives communautaires, essentiellement coopératives, basées sur le tourisme, mais dont la réussite et la durabilité dépendent de l'acceptation, l'appropriation et l'implication des communautés riveraines dès les premières phases d'élaboration et de développement du projet. Une perception de la gestion communautaire partagée par Hulke et al. (2022 : 308) qui concluent que les aires naturelles protégées communautaires doivent être comprises comme un « outil politique, une forme de gouvernance locale et une stratégie de développement régional dont l'objectif est d'établir des institutions de gestion durable des ressources afin de mettre en valeur la nature et de renforcer le développement endogène, ainsi que de soutenir le développement rural au travers du renforcement des capacités des populations riveraines, autant techniques qu'économiques » (Hulke et al. 2022 : 314).

L'importance du volet "développement communautaire" associé au projet de conservation de l'environnement est également soulignée par Morton, Winter et Grote (2016 : 397) qui renvoient aux travaux de Berkes (2004), Jones et Waever (2008) pour préciser que le rôle initial des *conservancies* était de contribuer au renforcement des capacités des communautés riveraines afin qu'elles puissent subvenir à leurs besoins, tout en stimulant une croissance micro-économique équitable et durable.

Au début des années 2010, Suich (2013 : 1) rappelait que plus de dix ans après la création des premières *conservancies* en Afrique Australe et de l'Est, il n'y avait toujours que peu d'études permettant de détailler, en plus des objectifs de conservation, l'atteinte des objectifs de développement territorial et de renforcement des capacités socioéconomiques des communautés riveraines, un constat également partagé par Morton, Winter et Grote (2016 : 397), Lewins et al. (2014), Riehl, Zerriffi, et Naidoo (2015) ainsi que de Silva et Mosimane (2012).

Dans de nombreux cas, la conservation communautaire repose sur l'hypothèse que les bénéfices générés par le tourisme de conservation viendront et pourront compenser les coûts dus à l'abandon des activités typiquement agro-pastorales des communautés riveraines, notamment par la mise en œuvre de mécanismes de compensation, d'assurance et de partage de revenus voire des paiements directs pour les activités de conservation pouvant être effectuées par les communautés riveraines (Heydinger et al. 2022 : 2). Or, Khumalo et Yung (2015 : 233), en s'appuyant sur des études critiques de l'approche de la gestion communautaires des aires protégées et des ressources naturelles (Young et al. 2001; West 2006; Beilin 2010; Peterson et al. 2010; Büscher et al. 2012), rappellent que le postulat initial d'un bénéfice mutuel et partagé entre le développement des communautés riveraines et la conservation n'est pas systématiquement fondé. Khumalo et Yung (2015 : 233) s'appuient aussi sur les travaux de Sullivan (2006), Büscher et Dressler (2012) et West (2006) pour rappeler que les *conservancies* tendent à altérer les représentations de la nature et de la faune sauvage ainsi que les modes de gestion des ressources naturelles endogènes et que ces *conservancies* peuvent affecter l'autonomie des communautés riveraines, notamment en les privant de l'accès à l'environnement et aux ressources naturelles, sans créer de contreparties ou d'alternatives adéquates.

Si le concept et les objectifs initiaux de la conservation communautaire font consensus dans la littérature étudiée, il apparaît que ses impacts sur le développement territorial au niveau local ainsi que sur le renforcement des capacités des communautés riveraines sont toujours sujets à débat et à des interprétations divergentes. On observe notamment un décalage entre les modèles économiques de la conservation communautaire et les activités et revenus économiques des communautés riveraines. La revue systématique effectuée par Galvin et al. (2018) souligne spécifiquement l'inégale répartition des bénéfices des aires naturelles protégées communautaires comme le principal impact social négatif identifié par leur recherche, d'une part en raison de la faiblesse des revenus distribués et d'autre part en raison du faible pourcentage des membres issus des communautés riveraines en bénéficiant (Galvin et al. 2018 : 8). En s'appuyant sur les études réalisées par Wainwright et Wehrmeyer (1998), Songorwa (1999), Collomb et al. (2010), Hoole (2010), Kamoto et al. (2013), Silva et Mosimane (2014), ainsi que Silva et Motzer (2015), Galvin et al.

(2018 : 8) soulignent que ces disparités s'expliquent notamment par l'accaparement des bénéfices par les élites locales et extra-locales. Ce phénomène soulève à la fois la question de la prédation et du renforcement des structures locales de pouvoir et de domination par les aires communautaires de conservation, mais également de leur redéfinition en raison de l'imposition de structures de gouvernance exogènes et de nouvelles modalités d'accès aux ressources naturelles. En renvoyant aux travaux de Songorwa (1999), Balint et Mashinya (2006), Jayne et al. (2009), Kamoto et al. (2013), Mburu et Birner (2007), Suich (2013), Dyer et al. (2014), ainsi que Silva et Motzer (2015), Galvin et al. (2018 : 8) précisent que ces phénomènes tendent en réaction à éroder la confiance que les communautés riveraines peuvent porter aux différents programmes de conservation communautaire étudiés.

Wenborn et al. (2022 : 6) effectuent pour leur part une revue systématique de la littérature portant sur les *conservancies* du nord-ouest de la Namibie. Ils analysent ainsi 56 publications tout en effectuant une étude de cas plus spécifique de six *conservancies* namibiennes afin de déterminer les avantages et impacts engendrés par le modèle communautaire namibien et la manière de le transposer à d'autres pays. Wenborn et al. (2022 : 6) identifient ainsi 7 facteurs principaux de succès pour le modèle de la conservation communautaire : l'intégration des *conservancies* dans les politiques et législations nationales, la mise en place de structures de gouvernance adéquates, l'emploi de gardes forestiers, la participation et l'appropriation des communautés riveraines, un soutien pour la promotion du tourisme et l'investissement dans les infrastructures associées et enfin la mise en œuvre d'une veille des populations de la faune sauvage. La revue systématique de la littérature de Wenborn et al. (2022) tend cependant à évaluer les succès des modèles de conservation à l'aune des indicateurs de biodiversité et non des indicateurs d'intégration socio-environnementale et de développement des communautés riveraines.

Plusieurs autres auteurs s'intéressent plus spécifiquement au développement socio-économique associés aux *conservancies*. En effectuant une comparaison entre la *conservancy* de Kwandu, en Namibie, et celle de Tchuma Tchato, au Mozambique, Suich (2013) explique que le modèle de conservation communautaire n'aurait qu'un faible impact sur les objectifs de réduction de la pauvreté. D'autres auteurs comme Gargallo (2015) soulignent d'une manière encore plus critique les limites des perspectives de développement associées aux *conservancies* et pointent notamment les carences en matière de renforcement des capacités et d'autonomisation des populations riveraines. Gargallo et Kalvelage (2021) rejoignent ces perspectives critiques en interrogeant le modèle du tourisme de conservation dans trois *conservancies* namibiennes, King Nehale, Nyae Nyae et Ehi-Rovipuka. En mobilisant l'approche des systèmes socio-environnementaux (SES), ils soulignent que si les indicateurs environnementaux permettent de confirmer les impacts positifs de la *conservancy* sur la faune et la flore sauvage, les impacts économiques sont souvent insuffisants et inégalement distribués. Hulke et al. (2022 : 305) étudient quant à eux l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur les activités touristiques associées aux CBNRM en Namibie et soulignent combien cette crise a mis en lumière la fragilité des *conservancies* dont le modèle économique est basé essentiellement sur le tourisme international de conservation.

1.2. Sur les modèles économiques couramment associés à la conservation communautaire

Cette sous-section aborde les modèles économiques couramment associés aux *conservancies* et aux programmes d'appui aux aires protégées communautaires et met en avant l'orientation de plus en plus marquée vers le modèle du tourisme de conservation, l'appauvrissement parfois constaté des populations riveraines en raison de l'abandon des pratiques traditionnelles d'agro-pastoralisme et la manière dont ces choix économiques peuvent renforcer les inégalités préexistantes et par conséquent contrevenir aux objectifs initiaux de développement territorial et de réduction de la pauvreté.

La littérature étudiée souligne qu'en Afrique, les *conservancies* ont davantage tendance à profiter aux économies nationales qu'aux populations riveraines, en générant de nouveaux revenus et en renforçant l'offre touristique à destination du marché international. Morton, Winter et Grote (2016 : 397) évoquent notamment ces aspects en faisant référence aux travaux de Roe, Nelson et Sandbrook (2009), de Frost et Bond (2008), de Naidoo et al. (2016), de Muchapondwa et Stage (2013), de Samuelsson et Stage (2007), de Kirchner et Stage (2005), de Leisher et al., (2016), de Nunan (2006), de Riehl et al. (2015) ainsi que de Turpie, Barnes, Lange, et Martin (2010).

Le tourisme de conservation semble avoir pris une importance de plus en plus grande avec le temps dans les politiques et législations des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (Wenborn et al. 2022 : 7 ; Cavanagh et al. 2020 : 1596). À titre d'exemple, dans sa révision la plus récente en 2012, le Wildlife Conservation and Management Act du Kenya porte la création du Kenya Wildlife Service dont les principales fonctions sont d'élaborer les politiques en matière de conservation et de gestion des espaces protégés, d'assumer la gestion des réserves et parcs nationaux, de préparer et d'implémenter les plans de gestion des aires nationales de conservation ainsi que de la valorisation de la faune et de la flore pour promouvoir le tourisme (Wildlife Conservation and Management Act, 2012, article 3A). Ce cadre légal favorise l'entrée d'investisseurs privés du secteur touristique dans le financement et la gestion des *conservancies*, y compris des voyageurs spécialisés dans la chasse. Dans de nombreux cas, les accords de partage de revenus et bénéfices issus de la *conservancy* sont négociés entre ces investisseurs, les ONG opératrices et les représentants des communautés riveraines.

Cavanagh et al. (2020 : 1596) décrivent comment, dans leur zone d'étude dans la région de Mara au Kenya, les *conservancies* comptent 60 camps écotouristiques soutenus par des investisseurs kenyans et internationaux, et dont les prix d'une nuitée peuvent varier de 500\$ à 1700\$, auxquels s'ajoutent les droits d'entrée journaliers utilisés pour couvrir les dépenses opérationnelles (Cavanagh et al. 2020 : 1596, 1606). Les mêmes auteurs (2020 : 1606) estiment que ce modèle économique est rentable pour les opérateurs touristiques à partir d'un pourcentage de 30% d'occupation par année et soulignent que 95% des lodges de leur zone d'étude ont atteint cet objectif sur chacune des années d'exploitation.

Cavanagh et al. (2020 : 1606) précisent néanmoins que, dans leur zone d'étude kenyane, les rentes accordées par les accords de cession des droits demeurent constantes : les revenus reversés aux communautés ne varient pas en fonction des bénéfices engrangés par les investisseurs. Cavanagh et al. (2020 : 1606) ajoutent que pour certains opérateurs touristiques, seulement 25 nuits à pleine capacité leur permettraient de couvrir l'ensemble des rentes annuelles pour l'occupation des terres de la *conservancy*, fixées en moyenne à 35,62 USD par hectare et par an pour les 5 aires naturelles protégées communautaires de leur zone d'étude. Les auteurs précisent alors que les accords initiaux déterminant le prix des loyers pour la cession du droit d'usage sur les terres sont moins rentables que les activités agro-pastorales pratiquées au préalable par les communautés riveraines. En raison de leur forte précarité, ces dernières peuvent toutefois être incitées à signer les accords de cession des droits fonciers afin d'obtenir des liquidités immédiates au détriment des pertes économiques sur le long terme (Cavanagh et al. 2020 : 1606). Tout comme Morton, Winter et Grote (2016 : 399) et Khumalo et Yung (2015 : 232), Wenborn et al. (2022 : 8-10) soulignent ainsi à la fois la forte dépendance des *conservancies* au tourisme de conservation et les carences structurelles de certaines d'entre elles, où les communautés riveraines ne sont la plupart du temps pas en mesure de pouvoir se positionner de manière autonome sur ce marché international et de s'émanciper des opérateurs économiques exogènes.

Etudiant plus particulièrement les *conservancies* kenyanes sous l'égide de l'organisation faîtière Northern Rangelands Trust (NRT), Bersaglio et Cleaver (2018 : 472) précisent que la distribution des revenus est gérée par le bureau des directeurs regroupant les associations des représentants des élus des communautés riveraines, des entreprises privées, du gouvernement et de la NRT. La NRT prévoit le réinvestissement de 40% des revenus issus des aires naturelles protégées communautaires dans les opérations des *conservancies* et

que les 60% restant soient alloués pour les plans de développement communautaire (déterminés par le plan de partage des revenus établi entre la NRT, les investisseurs et les communautés riveraines). Bersaglio et Cleaver (2018 : 473) ainsi que Oburah, Lenachuru et Odadi (2021) soulignent que les populations riveraines perçoivent également les services essentiels (accès à l'éducation, aux soins de santé, et *cetera*) et le renforcement de la sécurité associés au développement des *conservancies* comme des impacts positifs sur leur quotidien. Oburah, Lenachuru et Odadi (2021 : 5) soutiennent en ce sens que presque 90% des populations interrogées estiment que la *conservancy* a amélioré leur statut socio-économique, et 72 % des participants soulignent l'amélioration de leur situation sécuritaire, de leur accès aux espaces de pâturage, de leur accès à l'éducation et l'augmentation de leurs revenus. Bersaglio et Cleaver (2018 : 473) précisent cependant que plusieurs membres des communautés riveraines interrogés font part de leur perception négative quant au projet de conservation, notamment en raison du développement d'une dépendance vis-à-vis des acteurs exogènes et au tourisme de conservation, dont le modèle ne permet pas réellement aux communautés pastorales de créer et contrôler leurs propres activités économiques génératrices de revenus.

En affirmant que les revenus issus du tourisme sont majoritairement captés par les opérateurs économiques exogènes, même lorsque les structures appartiennent aux communautés riveraines, Bersaglio et Cleaver (2018 : 473-474) font remarquer que ce secteur d'activité demeure secondaire pour l'économie des communautés riveraines. En effet, selon les chiffres avancés par la NRT pour l'année 2014, le tourisme (468 000 USD) rapporte moins aux *conservancies* dont elle assure la gestion que l'artisanat et l'élevage (789 295 USD – dont 684 188 USD pour l'élevage). Bersaglio et Cleaver (2018 : 473) soulignent alors l'importance de renforcer les cadres législatifs et institutionnels permettant un meilleur contrôle des revenus générés pour le tourisme de conservation, de leur usage et de leur redistribution afin de renforcer les capacités des communautés riveraines. Une perception partagée par Bedelian et Ogutu (2017 : 2) qui rapportent les mêmes observations pour plusieurs *conservancies* de la région kenyane de Mara. Tout en suggérant d'associer tourisme et pastoralisme, ces derniers s'appuient sur DeLuca (2004), Homewood et al. (2009), Sachedina (2008), et Thompson et Homewood (2002) pour rappeler que d'une part les revenus issus du tourisme tendent à être moins importants que ceux du pastoralisme et que d'autre part leur redistribution peut être inéquitable et tendre à défavoriser les éleveurs.

Dans une perspective similaire, Dumsile et Maruta (2020 : 2) renvoient aux travaux de Mudimba (2017), Mbatha (2017), Hlengwa et Mazibuko (2018), Goodwin (2017), Saayman et Giampiccoli (2015), Yanes et al. (2019) pour souligner que le développement du tourisme basé sur la conservation n'engendre que peu d'impacts sur la réduction de la pauvreté des communautés riveraines. Gargallo et Kalvelage (2021 : 100) s'appuient alors sur Lepper et Schroenn Goebel (2010), ainsi que de Rihoy et al. (2010) pour préciser que le modèle du tourisme de conservation, principalement axé sur la chasse, ne peut être économiquement valorisant que s'il est strictement encadré par des quotas au sein de territoires moins peuplés, avec un climat plus aride, des sols moins fertiles et moins d'opportunités de diversification économique, mais également avec une faune riche. Les auteurs précisent toutefois que, même dans ces conditions, la surexploitation des ressources suscitée par la *conservancy* peut engendrer des impacts négatifs sur le long terme (Gargallo et Kalvelage 2021 : 100).

Dans le contexte namibien, Hulke et al. (2022 : 314) rappellent pour leur part qu'au-delà du modèle économique du tourisme de conservation, les activités agro-pastorales de petite échelle demeurent en Namibie l'un des principaux piliers économiques et de subsistance alimentaire des régions d'implantation, et gardent par ailleurs une forte signification socio-culturelle. Hulke et al s'appuient sur Breul et al. (2021) et Kalvelage et al. (2020) pour avancer que plusieurs débouchés peuvent émerger pour les produits agricoles locaux, notamment via l'approvisionnement des lodges et la création de circuits d'approvisionnement régionaux vers les régions plus urbanisées. Cependant, les études tendent à souligner le manque de valorisation des chaînes locales d'approvisionnement, notamment celles issues des communautés riveraines des zones de conservation. En effectuant une étude de cas sur la *conservancy* namibienne de Sikunga, Morton, Winter et Grote (2016 : 408) expliquent qu'en dépit du fait que 75% des foyers produisent des denrées alimentaires et que l'élevage possède une place prépondérante dans la culture et l'économie des

communautés riveraines, 83% de la consommation au sein de la *conservancy* est importée de la capitale régionale. Il est cependant important de préciser que l'alimentation des infrastructures de tourisme par la production locale nécessiterait la mise en place de normes de contrôle sanitaire plus exigeantes ainsi qu'une diversification de la production pour répondre à la demande et aux habitudes de consommation des touristes internationaux et donc un plus grand investissement initial de la part des opérateurs touristiques et une potentielle réduction de leurs marges et bénéfices.

En s'appuyant sur Mulonga et Murphy (2003), Morton, Winter et Grote (2016 : 398) rappellent quant à eux que le modèle économique des *conservancies* peut varier et orienter l'utilisation des bénéfices soit vers l'investissement au sein d'infrastructures et des fonds communautaires, soit vers une redistribution directe entre les communautés riveraines. Toutefois, même les investisseurs dédiés au développement territorial de leur zone d'intervention, comme cela peut être le cas de l'entreprise norvégienne Basecamp Explorer, qui est détenue à 40% par Norfound, le fonds norvégien d'investissement pour les pays en développement, tendent à davantage privilégier le réinvestissement des bénéfices générés par le tourisme de conservation dans la croissance de l'activité économique (Cavanagh et al. 2020 : 1606), selon une logique de marché, et non dans la redistribution des revenus auprès des communautés riveraines afin de soutenir le modèle communautaire.

Dans une perspective similaire, Hulke et al. (2022 : 314) soulignent que la manière dont les *conservancies* réinvestissent leurs revenus est un facteur crucial pour que ce type de projet de conservation puisse devenir un levier de développement communautaire et assurer une diversification économique au niveau régional. Ils rappellent qu'à côté de la distribution de salaires, il est important que les programmes de développement communautaire, comme l'électrification, l'éducation, la santé ou autres, puissent avoir un plus large impact régional et permettre d'attirer et d'intégrer de nouvelles activités complémentaires, telles que la transformation de produits alimentaires, la logistique, les énergies renouvelables, et *cetera*.

1.3. Impacts socio-économiques au sein des communautés riveraines

Cette sous-section approfondit les impacts socio-économiques pour les communautés riveraines analysés dans la littérature mobilisée. On observe en effet un quasi-consensus des recherches consultées sur le fait que les retombées économiques des *conservancies* pour les communautés riveraines sont inégales. Gargallo et Kalvelage (2021 : 100-101) estiment, en Namibie, qu'elles sont même presque insignifiantes lorsque les infrastructures touristiques et la gestion de l'activité sont assurées par des opérateurs privés. Plusieurs études s'accordent sur le fait que les communautés riveraines tendent à partager la perception de ne recevoir que de faibles bénéfices en raison du manque de valeur ajoutée ou de l'iniquité du partage des revenus générés par la *conservancy*. Cette perception est notamment alimentée par le fait que les revenus associés aux rentes versées par la *conservancy*, fixés lors des accords amenant à la création de l'aire protégée, sont inférieurs aux revenus préalables des activités agro-pastorales et ne sont que faiblement complétés par le développement d'activités économiques connexes au tourisme de conservation. D'autre part, en étant exclusivement basé sur la propriété foncière, le modèle de redistribution de la rente exclut en lui-même une frange importante de la population ne bénéficiant pas de titre individuel de propriété.

Plusieurs recherches soulignent qu'en se basant sur la propriété foncière individuelle comme base d'évaluation des dédommagements et compensation, l'établissement des *conservancies* et des accords de cession des droits d'accès d'usage à l'environnement et aux ressources naturelles exclut de fait une large partie de la population n'ayant pas signé d'accord avec la *conservancy* ou ne possédant initialement pas de titre de propriété foncière, comme les populations pastorales marginalisées, les populations les plus pauvres et les femmes. À partir de leurs études des *conservancies* kényanes, Cavanagh et al. (2020 : 1606), ainsi que Bedelian et Ogutu (2017 : 16), insistent sur le fait que cette proportion non négligeable des

populations riveraines ne touche par conséquent pas de loyers et de revenus issus du programme communautaire de conservation. Une situation similaire est observée dans la *conservancy* namibienne étudiée par Stasja et van Beek (2017 : 139).

Ces recherches expliquent également que les compensations et loyers versés par les *conservancies* sont évalués en fonction de la superficie des propriétés foncières et que par conséquent les paiements ont une valeur limitée pour les plus petits propriétaires, qui tendent à vouloir conserver leurs activités agro-pastorales. Les petits propriétaires fonciers n'ayant pas signé d'accord avec la *conservancy* tendent à perdre toute capacité d'accès à leurs terres et espaces de pâturages, ainsi qu'aux points d'eau, en raison des espaces d'exclusion créés par les zones de conservation et au sein desquels leurs propres terres sont imbriquées (Cavanagh et al. 2020 : 1606)

Cette situation apparaît d'autant plus paradoxale que les paiements des loyers versés par les *conservancies* devraient permettre de garantir un revenu stable aux communautés riveraines, à l'inverse de l'agriculture et de l'élevage, tout en sensibilisant les populations riveraines à l'importance de la conservation. Cependant selon plusieurs travaux mobilisés, même lorsque les populations riveraines perçoivent ces revenus, cela ne leur permettrait pas de garantir des revenus équivalents et donc de compenser pleinement l'altération des modes de vie engendrée par les *conservancies* (Elliott et al. 2014 : 59 ; Cavanagh et al. 2020 : 1605 ; Hulke et al. 2022 : 314 ; Dumsile et Maruta 2020 : 2 ; Matseketsa et al. 2018).

Pour les communautés riveraines, l'un des principaux impacts négatifs engendrés par le modèle économique du tourisme de conservation demeure ainsi les tensions portées sur les activités agro-pastorales. L'élevage et l'agriculture sont au cœur des structures économiques et des systèmes socio-environnementaux de nombreuses populations riveraines, mais ces activités se trouvent souvent limitées ou fortement altérées par l'implantation des espaces de conservation et ne sont pas toujours correctement compensées.

Matseketsa et al. (2018 : 8) tout comme Khumalo et Yung (2015 : 233) s'appuient sur Salerno et al. (2013), Mackenzie (2012), DeMotts et Hoon (2012), Barua et al. (2013), Hill (2004, 1998), King et Peralvo (2010), Osborn et Hill (2005), Ogra (2008), Ogra et Badola (2008), ainsi que sur Barua et al. (2013) pour mettre également l'accent sur les impacts négatifs engendrés par les conflits faune / humain sur les communautés riveraines, notamment en raison de la dégradation des cultures par la faune sauvage protégée par la *conservancy*. Une situation qui affecterait plus particulièrement les femmes, déjà marginalisées par leur manque de considération au sein des accords de partage des revenus et de redistribution des bénéfices.

Un constat rejoignant les études portées par Shibia (2010), Gandiwa et al. (2013), Gillingham et Lee (2003) et Ayivor et al. (2013) qui soulignent que tout ce qui affecte la sécurité et les revenus des populations riveraines érode en retour l'image et l'appropriation de la conservation et de ses structures de gouvernance. Dans ce contexte, les dommages causés sur les cultures affectent directement la sécurité alimentaire des populations riveraines (Khumalo et Yung 2015 : 236) et le manque d'appropriation de l'aire protégée (Oburah, Lenachuru et Odadi 2021 : 15 ; Matseketsa et al. 2018 : 6). Matseketsa et al. (2018 : 6) s'appuient alors sur les travaux de Gandiwa et al. (2010) pour rappeler que les activités de prédation sur l'environnement (braconnage, pâturage sauvage, et *cetera*) s'accroissent également à mesure de l'augmentation des coûts de la conservation supportée par les communautés locales. Stasja et van Beek (2017 : 142-143) insistent en parallèle sur la criminalisation des activités de chasse, autrefois traditionnelles, et qui relèvent désormais du braconnage, et cela même dans le cas de chasse de subsistance. La chasse pratiquée par les populations riveraines est alors opposée à la chasse payante et présentée comme « responsable » des touristes internationaux.

Pour pallier les coûts négatifs des restrictions associées à la conservation, certaines *conservancies* mettent cependant en place des marchés subventionnés destinés d'une part à soutenir les activités préalables et

subsistantes, comme l'élevage, et encourager la création de nouvelles activités économiques associées au tourisme de conservation, comme l'artisanat. Oburah, Lenachuru et Odadi (2021 : 6), ainsi que Bersaglio et Cleavera (2018 : 475) précisent qu'au Kenya les initiatives allant en ce sens sont généralement présentées comme l'une des réussites des *conservancies* associées à la NRT. Par exemple, le marché pour le bétail créé par la NRT apporte des bénéfices immédiats aux communautés riveraines, notamment en valorisant le prix par tête de bétail (de 221 USD sur le marché local contre 288,26 USD via le marché mis en œuvre par la NRT). Bersaglio et Cleavera (2018 : 475) font cependant remarquer que les revenus touristiques et issus de l'élevage concernent principalement les hommes. La NRT a donc mis en place des programmes de renforcement des capacités en gestion financière, davantage orientés vers les femmes et amenant à les rendre éligibles à des micro-crédits destinés à développer des activités en lien avec l'économie du tourisme.

Dans une perspective similaire, Hulke et al. (2022 : 309) renvoient aux travaux de Mtapuri et al. (2021) Bollig et Vehrs (2020) et Schnegg et Kiaka (2018), Breul et al. (2021) et Hulke et al. (2020) pour souligner que l'utilisation des ressources locales et l'intégration des fournisseurs locaux dans le secteur touristique, et notamment les productions agro-pastorales internes aux *conservancies*, peuvent générer une croissance économique et assurer un meilleur niveau de vie aux populations riveraines. Khumalo et Yung (2015 : 232) s'appuient quant à eux sur les études de Büscher et Dressler (2012), de Scanlon et Kull (2009), du WWF et al. (2008), de Jones et Weaver (2009) et de NACSO (2013) pour souligner que les bénéfices directs issus de l'intégration aux marchés associés à la conservation permettent de réduire la dépendance des populations aux ressources naturelles tout en renforçant l'appropriation de la *conservancy* et en réduisant les dynamiques de pauvreté.

Bersaglio et Cleavera (2018 : 475) nuancent néanmoins ces conclusions en précisant que les personnes ayant accès aux nouveaux marchés, ou percevant des bénéfices directs de la *conservancy*, tendent à avoir une vision et un discours positif vis à vis de la NRT bien que le modèle économique ait un impact plus limité sur leur vie. Bersaglio et Cleavera (2018 : 475) expliquent en ce sens que l'accès au marché de l'élevage ou de l'artisanat soutenu par la NRT est partiellement déterminé en fonction des performances de la *conservancy* et que ce mécanisme peut mettre en compétition les *conservancies* entre elles.

Que cela soit dans l'architecture initiale du modèle économique et de la gouvernance des *conservancies*, ou dans les mécanismes de compensation et dédommagement des communautés riveraines, on observe ainsi que le mécanisme central encadrant la conservation de l'environnement est la régulation par le marché, essentiellement basé sur la rationalité économique et la mise en avant d'une logique coût-bénéfice. Gargallo et Kalvelage (2021 : 88) s'appuient en ce sens sur Moore (2011) et Schnegg et Kiaka (2018) pour questionner la capacité de ce modèle à apporter un réel avantage économique aux populations riveraines. Gargallo et Kalvelage (2021 : 88) estiment notamment que ce modèle apporte seulement des bénéfices restreints aux populations tandis qu'il accroît les conflits opposant la faune sauvage aux communautés riveraines. Une perception partagée par Suich (2013), Morton, Winter et Grote (2016) qui soulignent que les bénéfices économiques observés à l'échelle communautaire et mis en avant dans les aires naturelles protégées communautaires ne profitent en réalité que faiblement aux populations riveraines. Pour Suich (2013 : 2, 6-9) et Matseketsa et al. (2018 : 7 ; qui s'appuient sur Kideghesho 2006, 2008), les méthodes de calculs et les données présentées pour évaluer ces rapports coûts-bénéfices sont inappropriées pour réellement mesurer et comprendre l'impact des *conservancies* sur la réduction de la pauvreté à un niveau micro-économique.

Gargallo et Kalvelage (2021 : 88) s'inscrivent alors dans les travaux de Koot (2019) pour défendre l'idée que les *conservancies* doivent appréhender les enjeux de conservation et d'appropriation communautaire au-delà de la question purement économique et accorder une plus grande attention aux perspectives et structures sociales des acteurs endogènes, ainsi que des relations générées avec les acteurs exogènes investis dans la gestion des *conservancies*. Wenborn et al. (2022 : 13-14) soulignent également l'importance de développer une approche de long terme afin de « changer les attitudes et les comportements des communautés (riveraines) ». Ils rappellent que dès leurs implantations, les *conservancies* nécessitent beaucoup de temps afin d'établir les termes, accords et délimitations avec les communautés riveraines. Morton, Winter et Grote

(2016 : 417) et Wenborn et al. (2022 : 8) renvoient aux travaux de Mosimane et Silva (2015), de Bollig (2016), Schnegg et Kiaka (2018) pour souligner en ce sens l'importance d'associer les populations riveraines aux pratiques et bénéfices de la conservation sur le long terme, notamment en assurant la redistribution transparente et équitable des bénéfices aux communautés riveraines, qu'ils soient en nature (viande, essence, matériel, infrastructure) ou en liquidité.

En effectuant une étude rétrospective sur les résultats obtenus par plusieurs projets de conservation de la biodiversité, Quesne et al. (2019 : 11) soulignent de même que « les projets plus orientés sur le développement atteignent généralement de meilleurs résultats concernant le renforcement de l'implication des parties prenantes locales dans les modes de gestion des ressources naturelles ». Ils précisent toutefois que « peu de résultats concrets apparaissent, en revanche, en matière de financement durable et d'évaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées » (Quesne et al. 2019 : 11). Quesne et al. (2019 : 12) confirment également que les résultats socio-économiques des projets de développement associés aux espaces de conservation de l'environnement tendent à être en dessous des attentes « du fait d'un nombre de bénéficiaires soutenus marginal, de moyens faibles comparés à la taille des populations concernées et des surfaces ciblées, d'une faible implication directe des communautés dans la sélection des activités, d'appuis techniques faibles ou inappropriés, de limites de fonctionnalité des infrastructures mises en place, d'une appropriation insuffisante des études ou diagnostics réalisés en amont et d'appuis insuffisants à permettre la structuration des filières ou chaînes de valeur identifiées ». Quesne et al. (2019 : 13) précisent que les projets de conservation étudiés permettent de maintenir voire de restaurer les espèces menacées, de tempérer ou d'éviter les conflits hommes / faunes, mais que les résultats relatifs à la restauration des écosystèmes sont plus mitigés, bien que les projets entourant les aires naturelles protégées permettent toutefois une meilleure prise en considération des enjeux environnementaux et l'établissement de pratiques plus durables par les populations riveraines.

1.4. Carence des modèles de gestion des aires communautaires

Cette sous-section revient sur les carences associées aux modèles de gestion des aires communautaires de conservation de l'environnement. Au-delà de l'inefficience des accords de redistribution et de partage des bénéfices, la littérature étudiée tend à mettre en avant les impacts sociaux et politiques suscités par la mise en œuvre des *conservancies*. Cette sous-section présentera dans un premier temps les cadres réglementaires des *conservancies* et la constitution de leurs organes de gouvernance. Dans un second temps, cette sous-section abordera la manière dont les élites sociales, politiques et économiques vont avoir tendance à utiliser les organes de gouvernance des programmes communautaires de conservation pour renforcer et sécuriser leurs propres positions de domination, au détriment des populations déjà marginalisées qui ne percevront que de faibles bénéfices de la *conservancy*.

Wenborn et al. (2022 : 3) renvoient aux travaux de Weaver et Skyer (2003), de Mascia et Mills (2018), de Ntuli et Muchapondwa (2018) ainsi que de Oduor (2020) pour expliquer que le Kenya et la Namibie possèdent les cadres légaux et institutionnels les plus aboutis sur les *conservancies*. Ogutu et al. (2017 : 24) précisent à ce sujet que le gouvernement kenyan a adopté en 2013 le Wildlife Conservation and Management (WCM) Act, amenant à la création de nouveaux cadres législatifs, administratifs et politiques pour le développement des droits et responsabilités pour les initiatives de conservation, à la promotion d'une coexistence entre faune sauvage et humains, ainsi qu'à l'élargissement des bénéfices issus de la conservation et des compensations pour les coûts subis par les communautés riveraines. Comme le soulignent Gargallo et Kalvelage (2021 : 91-92), cet encadrement législatif est similaire en Namibie. Pour être officiellement reconnue par le gouvernement, une *conservancy* doit avoir des frontières clairement délimitées, une constitution et un plan de redistribution des revenus. Le système de gouvernance doit être basé sur un comité local et élu, mais intégrant les représentants des acteurs exogènes. C'est alors ce comité local qui instaure le cadre de gestion

de la *conservancy* et qui sert d'interlocuteur aux organisations partenaires pouvant financer la *conservancy*, ainsi qu'aux acteurs institutionnels nationaux.

C'est théoriquement ce comité de gestion qui décide des mesures de conservation et des mécanismes de distribution des revenus, qui recrute les gardes forestiers et coordonne les partenariats public-privés (Gargallo et Kalvelage 2021 : 91-92). Un processus similaire est décrit par Oburah, Lenachuru et Odadi (2021 : 2) pour les *conservancies* du comté de Laikipia, au Kenya, qui « développent typiquement un plan de gestion des ressources qui regroupe la délimitation des terres incorporées, la désignation des zones de conservation, des espaces de pâturage, et d'habitation ». Le plan détermine également les pratiques de gestion durable des terres et du pâturage pour les pratiques de gestion incorporées à la conservation de la faune sauvage et au tourisme de conservation.

En ce qui concerne spécifiquement le cas des *conservancies* kényanes opérées par la NRT, Bersaglio et Cleaver (2018 : 472) renvoient aux propres statuts de l'organisation (NRT 2015 : 12) pour souligner que « dans les communautés, lorsque les institutions traditionnelles demeurent fortes et intactes, les *conservancies* doivent les reconnaître comme le plus haut organe de décision et les intégrer de manière formelle ou informelle dans les institutions de la *conservancy* ». La NRT (2015) souligne alors que pour favoriser cette intégration, il est optimal que l'organe de direction des *conservancies* reflète les structures politiques endogènes. Bersaglio et Cleaver (2018 : 472) expliquent ainsi que la NRT reconnaît avoir eu des difficultés à convaincre les communautés pastorales riveraines d'adhérer au principe de *conservancy*, bien que dans une dynamique communautaire le projet devrait initialement être porté par les communautés elles-mêmes. La NRT a ainsi mis en avant les incitatifs nécessaires pour obtenir l'adhésion des communautés riveraines pastorales au principe de conservation, et notamment les revenus directs et indirects provenant du modèle économique du tourisme de conservation. Néanmoins, Bersaglio et Cleaver (2018 : 472) avancent que pour générer cette adhésion et favoriser la distribution des revenus, la NRT a contribué à transformer les structures politiques endogènes en les intégrant au comité de gestion de la *conservancy*, qui associe les aînés représentant les communautés pastorales aux gouverneurs des comtés, aux institutions gouvernementales, aux investisseurs privés et à la NRT.

Selon Stasja et van Beek (2017 : 139), dans de nombreux cas en Afrique de l'Est, et même lorsque l'aire protégée a initialement bénéficié du soutien des autorités endogènes et des communautés riveraines, les objectifs de conservation ne sont pas toujours établis selon une stratégie communautaire et par le bas, mais répondent aussi aux agendas des partenaires internationaux. Dumsile et Maruta (2020 : 2) renvoient alors aux travaux de Tosun (2000) qui avancent que même si les parties prenantes exogènes affichent la volonté de partager les bénéfices aux communautés riveraines, elles tendent à vouloir garder le contrôle sur les prises de décisions, le montant des bénéfices à partager et la manière de les attribuer. Une perception partagée par Maynard, Cobson et Kamanga (2019 : 727) qui s'appuient sur les études de Musumali et al. (2007) pour rappeler que l'établissement des *conservancies* ne se fait pas toujours d'une manière claire et transparente et qu'il peut au contraire susciter de la confusion au sein même des communautés. Stasja et van Beek (2017 : 139) s'appuient quant à eux sur Taylor (2008 : 49) pour souligner que ce modèle dit « communautaire » de développement et de conservation repose essentiellement sur les compréhensions de conservation et de régulation de l'environnement par le marché. À l'instar de Kalvelage (2021 : 91-92), Stasja et van Beek (2017 : 140) estiment en cela que le pouvoir et l'influence des acteurs exogènes sur le processus décisionnel des *conservancies* sont d'autant plus importants qu'ils tendent à s'imposer au détriment de ceux des communautés riveraines.

Au-delà des statuts institutionnels et de la constitution des organes de gouvernance de la *conservancy*, un autre point majeur pouvant réduire l'appropriation du projet de conservation par les communautés riveraines et constituer des sources potentielles de conflits est la définition des droits d'usage et d'accès à l'environnement pour les communautés riveraines pratiquant le pastoralisme. Les accords initiaux établis entre les propriétaires fonciers et la *conservancy* révoquent les droits d'usage préalables, ce qui conduit les

populations riveraines à libérer leurs terres et à ne plus les exploiter, ni pour l'élevage ni pour l'agriculture (Cavanagh et al. 2020 : 1604-1605). Bedelian et Ogutu (2017 : 5) ainsi que Cavanagh et al. (2020 : 1604) précisent cependant que des autorisations d'accès à des zones pastorales dans les zones de conservation peuvent être accordées sous certaines conditions, mais que cela relève le plus souvent de privilèges accordés à la discrétion des investisseurs et des gestionnaires plus que d'un droit détenu par les populations riveraines.

Bedelian et Ogutu (2017 : 15) rappellent également qu'en l'absence de services bancaires, la constitution de cheptel permet de stocker les richesses, d'investir, d'apporter une source de nourriture ou de revenus pour l'ensemble du foyer (vente de lait et autres pour les femmes). La possession d'un troupeau renvoie également à l'importance et à la place sociale de l'individu au sein de la communauté. Bedelian et Ogutu (2017 : 16-19) appellent ainsi les conservanciers à davantage prendre en considération les synergies existantes entre l'entretien du cheptel et les activités de conservation, en rappelant que les éleveurs ont toujours eu des stratégies de régulation d'accès et d'utilisation durable et partagée des ressources naturelles. Les auteurs reconnaissent toutefois que les restrictions d'accès liés à la conservation favorisent également la régénération des espaces de pâturage et peuvent ainsi constituer des réserves accessibles pour les troupeaux lors des périodes de sécheresse.

Oburah, Lenachuru et Odadi (2021 : 2) estiment quant à eux que les « implications pour de telles conservanciers sur le bien-être des communautés pastorales riveraines demeurent faiblement comprises ». Dans ce contexte, la construction d'un discours autour d'espaces de conservation communautaires se révèle être mise en pratique par une exclusion environnementale et une séparation nette entre « bonne » faune sauvage et « mauvaise » faune pastorale. Dans le cas du Kenya, Cavanagh et al. (2020 : 1597) font appel aux études de Holmes et Cavanagh (2016) pour souligner qu'au-delà de profiter davantage aux investisseurs nationaux et internationaux, la multiplication des aires protégées non étatiques engendre une profonde modification des modes de gouvernance environnementale en les orientant vers les normes néo-libérales de régulation par le marché, plus portées vers la sécurisation des profits individuels et institutionnels que vers l'intégration socio-environnementale des communautés riveraines. Un processus qui inclut inévitablement une mutation des mécanismes de contrôle et de gestion des terres et des ressources naturelles, et par conséquent des cadres de vie et systèmes de production, conduisant parfois à inciter les populations pastorales à se sédentariser et à changer d'activités.

Quesne et al. (2019 : 13) observent en cela que le dimensionnement des appuis et des projets sont trop restreints au regard des cibles, notamment en raison du faible nombre de bénéficiaires par rapport à la population, et qu'il existe également un déficit d'accompagnement au changement demandé aux communautés. Dans une perspective similaire Ogutu et al. (2017 : 24) soulignent que le succès des conservanciers dépend de leur habilité à devenir une composante majeure des modes de vie durable des populations. Ils précisent néanmoins que les propriétaires fonciers et les communautés riveraines demeurent exposés au manque de revenus diversifiés issus de la conservation et au manque d'aides gouvernementales, ainsi qu'aux épisodes de sécheresse renforçant la concurrence sur les ressources entre les activités pastorales et la faune sauvage. Ogutu et al. (2017 : 24) soulignent néanmoins l'importance de l'implication des associations des propriétaires fonciers locaux, qui parviennent à réunir des propriétaires fonciers privés, publics et communautaires sous une même structure et dans un même objectif de protection et de gestion de la biodiversité en dehors de l'espace de conservation. Ils soulignent de même l'importance de ces associations de propriétaires fonciers comme étant les acteurs les mieux placés pour orienter les initiatives locales et communautaires de conservation, permettant d'intégrer les propriétaires individuels dans des cadres de plus large échelle et de contribuer à préserver l'environnement des impacts anthropiques sur une échelle régionale.

Plusieurs recherches partagent une appréhension similaire et soulignent l'importance d'appréhender les aires de conservation communautaire dans un contexte territorial et socio-environnemental régional pouvant inclure d'autres zones de conservation se superposant aux zones d'impact des conservanciers. Matseketsa et al. (2018 : 2) s'appuient notamment sur Scherl et al. (2004) pour souligner l'importance de ne pas concevoir les aires naturelles protégées comme des îlots isolés et déconnectés de leurs contextes

sociaux, culturels et économiques. Une appréhension partagée par Morton, Winter et Grote (2016 : 417) qui s'appuient sur Abbot et al. (2017), Fabricius et al. (2013), Barendse et al. (2016), Cox, Wilson, et Pavlovich (2016), Lewins et al. (2014), Ngwira, Kolawole et Mbaiwa (2013), Nkhata, Breen et Abacar (2009), Nunan (2006) ainsi que Mawere, Mabeza et Shava (2014) pour rappeler que les *conservancies* font généralement partie d'ensembles d'espaces de conservation plus vastes et que le processus de développement communautaire dépend en partie de facteurs exogènes, mais aussi des stratégies de gestion adoptées au niveau local ainsi que de la collaboration entre les différents niveaux d'autorité : à savoir les structures politiques endogènes, le gouvernement, les investisseurs économiques et les ONG assurant la gestion de la *conservancy*.

Bedelian et Ogutu (2017 : 17) précisent à ce sujet que la concentration d'espaces de conservation au sein d'une même région peut contribuer à la pression foncière, ce qui peut accentuer en retour la pression anthropique sur les zones protégées en raison de la saturation des espaces de pâturages subsistants. Plusieurs autres études établissent également des conclusions similaires sur les *conservancies* au Kenya (Maynard, Cobson et Kamanga 2019 : 723 ; Cavanagh et al. 2020 : 1606 ; Elliott et al. 2014 : 59). Bedelian et Ogutu (2017 : 17) expliquent notamment que dans leur zone d'étude, la région de Mara au Kenya, où plusieurs *conservancies* bordent le parc national de Mara, les communautés riveraines ont historiquement utilisé la zone du parc comme un espace pastoral, notamment en période de sécheresse. Ils renvoient alors aux travaux de Ogutu et al. (2011) et Butt (2011) pour souligner que certains éleveurs préfèrent diriger leurs troupeaux vers le parc national afin de préserver les *conservancies* et demeurer éligibles aux paiements de compensation associés à la conservation des aires protégées communautaires.

Dans une perspective similaire, Stasja et van Beek (2017 : 140) s'appuient sur Lee (2005: 23) et Tadesse (2005: 2-4) pour souligner que l'influence et le pouvoir décisionnel des communautés riveraines ou même des comités généraux demeurent limités précisément en raison de l'intégration des *conservancies* au sein d'espaces plus larges d'aires de conservation demeurant sous la domination d'organisations internationales et des élites nationales et étant principalement orientés vers les incitatifs du marché international. Quesne et al. (2019 : 19) suggèrent alors qu'il est nécessaire de privilégier l'approche territoriale et de « professionnaliser les activités de développement concomitantes aux activités de conservation ». Ils ajoutent que le fait d'ancrer le projet de conservation à une plus large échelle territoriale permettrait de développer un cadre institutionnel plus cohérent et d'intégrer davantage les différents acteurs concernés et notamment de « travailler plus systématiquement en partenariat » avec les organisations locales (ONG, associations professionnelles et autres) notamment celles spécialisées dans le développement socio-économique et la valorisation des filières locales.

2. Principaux facteurs conflictuels identifiés

Dans la littérature académique, les dimensions conflictuelles associées aux aires naturelles protégées en Afrique, qu'elles relèvent de l'approche de la « fortress conservation » souvent associée aux parcs nationaux (Brockington, 2006), ou de l'approche participative et communautaire défendue par les *conservancies* (Dressler et al., 2010 ; Kareiva et Marvier, 2012; Kremen et Merenlender, 2018; Marris, 2011) sont la plupart du temps associées aux enjeux d'accaparement des terres, de la pression foncière, de la non prise en considération des droits des communautés riveraines, de leur manque d'intégration aux structures de gouvernance, du manque de considération des savoirs locaux et pratiques traditionnelles constituant les systèmes socio-environnementaux des communautés riveraines ainsi que de l'imposition de nouvelles normes d'accès à et de régulation de l'environnement, comme le rappellent Schetter et al. (2022) en mobilisant les études de Duffy (2014, 2016), Duffy et al. (2019), Lunstrum (2014), Neumann (2001, 2004), Fairhead, Leach et Scoones (2012), Holmes (2014), Marijnen et Verweijen (2016) ainsi que Weldemichel (2020). En ce qui concerne cette revue de la littérature effectuée sur les *conservancies* en Afrique de l'Est, l'ensemble de ces facteurs sont également mis en avant par les différentes enquêtes de terrain et recherches consultées.

2.1. Le renforcement des rapports de domination et inégalités préexistantes

Tout comme Elliott et al. (2014 : 24), Schetter et al. (2022 : 4-5), Cavanagh et al. (2020 : 1595) rappellent que les espaces de conservation en Afrique subsaharienne sont largement influencés par l'héritage colonial et par la restructuration de grands domaines fonciers en aires de conservation et de chasse, transformés par la suite en parcs nationaux.

En s'appuyant sur Kanyinga (2009), Bersaglio et Cleavera (2018 : 470) rappellent que le développement des espaces de conservation dans la région kenyane du Laikipia possède un lourd passif d'expropriation et d'appropriation foncière au profit des communautés coloniales blanches, qui étaient à l'époque les seules à pouvoir détenir la propriété foncière à titre individuel, tandis que les communautés endogènes avaient le droit de détenir les terres d'une manière collective dans des « natives réserves ». Les auteurs s'appuient aussi sur Letai (2011, 2015) pour souligner que les régimes fonciers et répartitions actuelles des terres demeurent directement issus des régimes fonciers coloniaux : ainsi, 40% des territoires du comté sont actuellement détenus par la minorité blanche de la population, divisés en 48 propriétés foncières de large échelle, dont 46 sont orientées vers le tourisme et la conservation.

Cavanagh et al. (2020 : 1595) mettent en parallèle ces mécanismes d'appropriation foncière issus de l'histoire coloniale et les politiques de justification actuelles des investissements privés au sein des aires de conservation, qui engendreraient à leur tour de nouvelles transformations des relations à la terre et à la gouvernance environnementale. Pour leur part, en s'appuyant sur le constat des études critiques de la conservation, Dumsile et Maruta (2020 : 1) prennent une position beaucoup plus radicale et défendent l'idée que pour devenir efficaces, les *conservancies* devraient concevoir et développer de nouvelles stratégies au niveau local, démanteler les structures néo-coloniales incluant des opérateurs exogènes, qui façonnent et alignent les aires communautaires sur leurs propres objectifs et compréhensions du rapport à l'environnement.

Si ces considérations peuvent apparaître comme découlant de positions idéologiques propres à leurs auteurs, un consensus se dégage toutefois dans la littérature étudiée sur le fait que l'établissement des *conservancies* tend à s'effectuer au profit de certaines minorités des communautés riveraines, le plus souvent proches des élites dirigeantes et économiques, qui usent de l'aire communautaire comme levier pour renforcer leurs positions de domination. Maynard, Cobson et Kamanga (2019 : 728) renvoient aux travaux de Mburu et Birner (2007) pour souligner que si la perception positive des communautés riveraines à l'encontre des *conservancies* se renforce à mesure qu'elles perçoivent les bénéfices directs issus de la conservation, à l'inverse, les travaux de Sachedina et Nelson (2010) ou de Warren et Visser (2016), mettent en avant le fait que ces bénéfices tendent à être accaparés par les élites de ces mêmes communautés.

Dans une perspective similaire, Dumsile et Maruta (2020 : 2) renvoient aux travaux de Mudimba (2017), Mbatha (2017) et Hlengwa et Mazibuko (2018) pour expliquer que l'accaparement des bénéfices issus des *conservancies* par une minorité des communautés riveraines accentue en retour les pressions exercées par les populations moins privilégiées sur les ressources naturelles, qui en demeurent dépendantes pour assurer leur subsistance et cela malgré les accords initiaux de partage des revenus et des compensations associées à l'activité de conservation. Dumsile et Maruta (2020 : 2), ainsi que Khumalo et Yung (2015 : 233), renvoient alors aux travaux de Saayman et Giampiccoli (2015 : 147), de Hoogendoorn, Kelso et Sinthumule (2019 : 4), de Belsky (1999), de Leach et al. (1999), de Kellert et al. (2000) et de Sullivan (2000) pour souligner la nécessité de démanteler les structures inégalitaires

préexistantes au sein des *conservancies*, et cela afin de pouvoir assurer une redistribution équitable auprès des communautés riveraines marginalisées et des familles les plus pauvres.

Ces conclusions sont confirmées par les études menées par Suich (2013 : 9-10) sur les *conservancies* de Tchuma Tchato, au Mozambique, de Kwandu, en Namibie, qui mettent en avant certains impacts négatifs des programmes de conservation sur la réduction de la pauvreté au niveau individuel. Morton, Winter et Grote (2016 : 416-417) arrivent à des conclusions similaires à la suite de leurs études portant sur la *conservancy* de Sikunga en Namibie. Ils expliquent que dans cette *conservancy*, les familles à plus faibles revenus ne gagnent que peu des activités touristiques et de la conservation, car les flux économiques drainés par la *conservancy* sont plus propices à alimenter les revenus et activités des familles et individus les plus riches et les plus éduqués, dont les activités ne dépendent pas de l'accès aux et de l'exploitation des ressources naturelles, ainsi que les revenus des populations situées à proximité immédiate des principales infrastructures de la communauté.

Ces perceptions rejoignent, dans une certaine mesure, les conclusions avancées par Elliott et al. (2014 : 62-63), qui précisent par exemple que les acteurs touristiques peuvent être eux-mêmes à la source de plusieurs tensions au sein des aires protégées, notamment en raison de la multiplication des conflits entre la faune sauvage et les populations riveraines, mais également de la perception négative de l'élevage que véhicule un grand nombre de promoteurs de projets de conservation en Afrique de l'Est. Elliott et al. (2014 : 62-63) soulignent que ces tensions peuvent être renforcées par les situations socio-politiques préalables et la disponibilité d'armes à feu, mais également par la pénurie d'eau et la concurrence sur l'accès aux points d'eau, ou la répartition d'usage, en période de sécheresse, et donc de la concurrence créée entre les activités agro-pastorales et la conservation.

À partir de leurs études sur six *conservancies* dans le nord-ouest de la Namibie, Wenborn et al. (2022 : 8-9) soulignent l'importance du rôle des gardes forestiers afin d'entretenir et de maintenir le dialogue avec les communautés riveraines, de les sensibiliser et de les encourager à participer aux activités de conservation. Wenborn et al. (2022 : 8-9) expliquent alors que les *conservancies* recevant moins de revenus ne peuvent pas employer autant de personnel, ni bénéficier d'assez de matériel pour couvrir l'ensemble de leurs zones de conservation. Khumalo et Yung (2015) ajoutent quant à elles que les conflits entre faune sauvage et populations riveraines accroissent les impacts négatifs de la conservation, notamment en affectant les cultures de subsistance, et aggravent les enjeux de sécurité alimentaire. Les auteurs effectuent alors un parallèle entre l'accumulation des bénéfices pour une minorité s'accaparant les revenus des *conservancies* et à l'inverse l'accumulation des coûts pour les catégories de population déjà vulnérables et marginalisées au préalable, telles que certaines communautés pastorales et les femmes. Dans cette même perspective, Khumalo et Yung (2015 : 232) soulignent le paradoxe que les espèces animales protégées et préservées par la conservation sont celles qui menacent également le plus la vie et les moyens de subsistance des communautés riveraines les plus pauvres, car dépendantes des activités agro-pastorales de subsistance.

Les populations pastorales dénoncent alors la faiblesse des compensations par rapport aux coûts de l'exclusion, ainsi que le manque d'alternatives offertes, d'autant plus qu'en période de sécheresse ces restrictions d'accès aux ressources naturelles tendent à contribuer à la mort d'une partie du cheptel, en raison du manque de fourrage ou d'eau. À l'inverse, Bedelian et Ogutu (2017 : 18-19) mettent en avant la synergie ayant toujours existé au sein de ces systèmes socio-environnementaux entre les activités pastorales et la conservation de l'environnement et qui pourrait être valorisée au sein des *conservancies* que cela soit pour préserver la biodiversité, soutenir le développement territorial ou réduire les tensions et conflits associés aux espaces de conservation. Bedelian et Ogutu (2017 : 18-19) rappellent dans cette perspective que les conflits entre pastoralisme et conservation tendent à survenir lors des périodes de stress climatique et notamment durant les saisons sèches, qui correspondent également avec les plus hautes périodes touristiques, et donc au moment où la faune sauvage se réfugie dans la réserve et les touristes y sont au plus grand nombre.

Khumalo et Yung (2015 : 238) expliquent qu'en ce qui concerne leur cas d'étude, la *conservancy* de Kwandu a tenté de répondre à ces enjeux en mettant en œuvre des mesures de prévention et de compensation et en encourageant la relocalisation des activités agro-pastorales dans une zone délimitée plus éloignée des corridors environnementaux. Cependant, les populations riveraines semblent réticentes à cette relocalisation qui les éloigne de leurs terres et des accès à l'eau, tandis que les différents programmes de compensation ne correspondraient pas toujours à la réalité des pertes agricoles et ne permettraient pas toujours de pourvoir aux besoins alimentaires d'une famille. En accordant des compensations aux exploitations gardées et de plus d'un hectare, le système de compensation serait en revanche plus bénéfique aux agriculteurs plus aisés, possédant de plus grandes exploitations. Cette stratégie serait assumée par la *conservancy* qui souhaiterait par cela encourager les personnes à agrandir leurs exploitations afin qu'elles puissent plus facilement absorber les pertes occasionnées par les animaux, bien que les personnels de la *conservancy* aient conscience que les personnes les plus âgées possèdent rarement des champs supérieurs à 1 hectare, car cela leur demande trop d'efforts physiques pour les entretenir. Les auteurs précisent par ailleurs que les populations riveraines tiennent souvent la *conservancy* directement pour responsable des conflits avec la faune sauvage et de la dégradation de leurs conditions de vie, qu'elles associent directement à l'imposition de l'espace de conservation (Khumalo et Yung 2015 : 239-240). Cavanagh et al. (2020 : 1608) renvoient aux travaux de Mariki, Svarstad, et Benjaminsen (2015) pour souligner que des attaques portées par des communautés riveraines contre des espèces protégées par les *conservancies* peuvent être comprises comme des actes de contestation et non comme du braconnage.

Morton, Winter et Grote (2016 : 399) apportent pour leur part quelques nuances en expliquant que ces conflits entre faune sauvage et populations sont également le fait des pressions anthropiques et environnementales préalables, ces pressions étant à l'origine des enjeux socio-économiques que la *conservancy* vient exacerber. Dans une perspective similaire, Dumsile et Maruta (2020 : 2) se basent sur Matseketsa et al. (2019) et Higgins-Desbiolles (2019) pour expliquer qu'il est essentiel de renforcer les moyens alternatifs de subsistance et de revenus économiques, incluant le tourisme, pour prévenir les conflits d'usage et environnementaux. Dans cette perspective, la résistance au tourisme de conservation de la part des communautés riveraines marginalisées et/ou non parties prenantes des accords de partage des bénéfices et de compensation trouverait sa source dans leur perception d'être exclues du projet de développement dès son élaboration et d'être sanctionnées par leur privation du droit et de l'accès aux ressources locales traditionnellement utilisées, sans réellement bénéficier de contreparties en retour.

2.2. Répartitions inégales des revenus, accroissement des pressions anthropiques et militarisation ?

Stasja et van Beek (2017 : 140) expliquent qu'une mise en œuvre inadéquate des programmes communautaires de conservation peut conduire à l'exclusion sociale et au renforcement des discriminations pouvant exister au sein des communautés riveraines. Ils expliquent notamment que les groupes préalablement marginalisés n'ont que peu de chances de participer au processus décisionnel et de faire peser leurs voix dans les consultations délimitant initialement les modalités et normes de la *conservancy*, alors que la répartition inégale des bénéfices sociaux et économiques accentue les antagonismes internes aux communautés riveraines.

Les enquêtes de terrain réalisées par Bersaglio et Cleaver (2018 : 474-475) confirment que dans certaines *conservancies* du nord du Kenya, l'intervention des acteurs exogènes et la mise en œuvre des aires communautaires ont contribué à la restructuration et au renforcement des structures politiques et socio-économiques au profit des élites dirigeantes. Bersaglio et Cleaver (2018 : 469) s'appuient notamment sur Songorwa (1999), Alexander et McGregor (2000), Igoe et Croucher (2007), Ojeda (2012) et Wright (2017) pour ajouter que le processus de privatisation du foncier généré par les *conservancies* institutionnalise de nouvelles formes d'exclusion, de rapports d'autorité et de

mécanismes de valorisation financière des ressources naturelles qui se placent en profonde contradiction avec les objectifs initiaux des *conservancies*.

Morton, Winter et Grote (2016 : 417-418) expliquent en ce sens qu'en raison de la non prise en considération des systèmes socio-environnementaux et socio-politiques endogènes, cette situation ne fait qu'accroître les pressions anthropiques exercées sur le modèle de conservation et renforcer les conflits faune / populations et *in fine* les enjeux sécuritaires associés à l'aire naturelle protégée. Ils expliquent en effet qu'en raison des normes sociales et culturelles propres aux communautés riveraines, les populations les plus aisées tendent à investir les bénéfices de la conservation dans l'agrandissement de leur cheptel, ce qui accroît la demande pour le bétail et les espaces de pâturage, et donc la pression sur l'environnement, et cela au détriment des populations les plus pauvres, ne percevant que peu de bénéfices de la conservation et demeurant dépendantes de l'agriculture, de l'élevage et de l'extraction des ressources naturelles pour leur subsistance.

En établissant une étude de cas sur la *conservancy* de Nyae Nyae en Namibie, Stasja et van Beek (2017 : 136) développent alors le concept de « lodging » pour décrire la manière dont le développement du tourisme basé sur la conservation affecte les communautés riveraines en renforçant le pouvoir des élites endogènes et en contribuant à déposséder graduellement les populations de leur propre environnement. Bersaglio et Cleaver (2018 : 473) précisent néanmoins qu'au Kenya, l'approche déployée par la NRT, inspirée du modèle « *Holistic rangeland management* », tente de résoudre cette situation en associant les pratiques de conservation aux pratiques traditionnelles de pastoralisme et en favorisant la régénération des écosystèmes via la fumure et l'ajout de graines après l'utilisation, en rotation, des aires de pâturage. Bersaglio et Cleaver (2018 : 473) notent cependant que « tandis que les pratiques de *holistic rangeland management* reflètent des siècles d'adaptation des pratiques traditionnelles des éleveurs dans les régions arides et semi-arides du Kenya, de nouveaux discours, logiques et technologies sont mis en avant pour ajouter un élément moderne à cette approche pluriséculaire de gestion des terres communautaires et des ressources naturelles ».

Au travers de leurs études portant sur les *conservancies* kényanes, Bersaglio et Cleaver (2018 : 473) soulignent également les tensions internes créées par le modèle économique du tourisme de conservation. Les auteurs expliquent notamment que plusieurs participants à l'étude ont fait savoir que les excursions touristiques au sein de la *conservancy* ouvrent de nouvelles tensions et stigmatisations autour des activités pastorales, les touristes faisant part de leur mécontentement de voir des têtes de bétail au sein de la zone de conservation au lieu de la faune sauvage qu'ils sont venus observer. Lors d'expéditions de chasse organisées par la *conservancy*, il arrive alors que des touristes tirent d'énervement en direction du cheptel. Bersaglio et Cleaver (2018 : 473) expliquent que pour répondre à cette situation, la NRT a encouragé les communautés pastorales à adapter leurs pratiques et modes de vie et à renforcer à la fois la sécurité des aires pastorales tolérées et celle des espaces de conservation. Cette stratégie implique alors le recours à des rangers ayant reçu des formations et équipements paramilitaires pour assurer la délimitation des zones de conservation et le respect des nouvelles normes de régulations associées à la *conservancy* ; la médiation avec les éleveurs lors des périodes de tensions sur les ressources naturelles ; l'intervention en tant que force de sécurité lors de vols de bétails ou d'attaque sur les troupeaux.

Le processus de renforcement sécuritaire associé aux *conservancies* peut néanmoins être en soit un facteur conflictuel. Il peut en effet contribuer à renforcer les tensions autour de la gestion et de l'accès aux ressources naturelles, et notamment pastorales, d'autant plus que l'agriculture et l'élevage apparaissent être en opposition avec les secteurs basés sur la valorisation de la faune sauvage, comme le rappellent Morton, Winter et Grote (2016 : 398) en s'appuyant sur les études menées par Naidoo et al. (2016), Hoare (2015), Kahler et Gore (2015) ainsi que Mosimane et al. (2014). Cavanagh et al. (2020 : 1597) expliquent en ce sens que dans le comté de Laikipia au Kenya, le développement des *conservancies*, impliquant la multiplication des infrastructures touristiques financées par des

investisseurs nationaux et internationaux, s'est accompagné de la construction d'un narratif de stigmatisation des communautés pastorales qui envahiraient les espaces de conservation gérés par des opérateurs européens. Pour illustrer cette stigmatisation, Cavanagh et al. (2020 : 1603) mettent en avant les positions tenues publiquement par un entrepreneur touristique norvégien, principal investisseur de la *conservancy* de Naboisho, « we have huge issues, let me only mention two for you—too many livestock leading to overgrazing and too fast population growth » (Wilhelmsen 2017), puis complétées lors d'une entrevue réalisée dans le cadre de leur recherche, « it is a huge urgency and what is propelling the urgency is first and foremost the fact of population growth. It is absolutely not sustainable and so we [investors] are fighting against time because of the very high population growth ». Des propos à tendance malthusienne que Cavanagh et al. (2020 : 1603) expliquent par la perception de l'acteur exogène qui est convaincu que son intervention vient protéger les communautés riveraines de leurs propres pratiques non durables de gestion des ressources naturelles.

En parallèle plusieurs études (dont Schetter et al. 2022 : 2 qui mobilisent les recherches portées par Brockington et Igoe, (2006), Mittal et Fraser (2018), Brockington, Duffy et Igoe (2008), Mkutu (2019), ainsi que Bocarejo et Ojeda (2016)) font état d'un processus de militarisation entourant la question de la conservation dans certaines régions, et notamment les régions du nord Kenya. Ce processus de militarisation est accompagné par la construction d'un discours discriminant à l'encontre des communautés pastorales, et notamment celles non associées aux *conservancies*, les décrivant comme étant intrinsèquement violentes et à l'origine à la fois de la dégradation de l'environnement et de l'insécurité inhérente à la région. Cavanagh et al. (2020 : 1603) précisent que la construction de ce narratif, également relayé par les autorités gouvernementales, s'effectue autour de la perception des communautés pastorales comme étant irrationnelles et pratiquant un élevage non durable à l'origine de la dégradation des sols et de l'environnement. Les auteurs renvoient alors aux travaux de Kallin et Slater (2014) et Veldhuis et al. (2019) pour expliquer que ce processus discursif s'intègre dans une dynamique plus large de gentrification du foncier kényan, incluant les espaces de conservation de l'environnement.

Cavanagh et al. (2020 : 1597) expliquent que ce même cadrage normatif a été mobilisé pour traiter non seulement les incidents sécuritaires survenus dans les *conservancies* de la région (et ayant conduit à des attaques à la fin des années 2010 en raison de conflits d'usage), mais également les manifestations et protestations des communautés riveraines dénonçant d'une part la faiblesse des indemnités et rentes versées par les *conservancies* et d'autre part leur manque d'intégration au sein des processus décisionnels des *conservancies*. Pour Cavanagh et al. (2020 : 1602) ce cadrage contribue à la constitution d'un contexte hautement asymétrique pour la négociation des accords d'indemnisation et des loyers assurés par les *conservancies*, notamment en présentant l'investisseur comme le pourvoyeur de réponses et solutions pour une gestion durable et responsable de l'environnement et les communautés riveraines, propriétaires fonciers, comme la menace à la conservation ou l'obstacle au développement durable.

Les recherches menées par Cavanagh et al. (2020 : 1606) soulignent également que la perte d'accès à leurs propres terres par les personnes non signataires des accords de cession des droits constitue un facteur important de conflits. Ils précisent notamment que lorsque ces personnes pratiquent des activités agro-pastorales, elles peuvent se voir imposer des amendes conséquentes (jusqu'à 100 USD) par les éco-gardes ou gardes forestiers en raison de la violation des réglementations environnementales associées à la *conservancy*, et cela même s'ils ne font pas paître leurs troupeaux dans les zones de conservation, mais qu'ils tentent d'accéder à leurs propres terrains ou aux points d'eau qu'ils utilisaient jusqu'alors. À la suite de leur enquête de terrain sur les *conservancies* de la région kenyane de Mara, Bedelian et Ogutu (2017 : 10) confirment que ces restrictions d'accès pour les activités pastorales constituent d'importantes sources de contestations et de conflits au sein des communautés riveraines et que ces tensions sont d'autant plus accentuées en période de sécheresse.

À l'issue de leur revue systématique de la littérature, Galvin et al. (2018 : 12) concluent quant à eux qu'il n'y a pas seulement « qu'un faible ensemble de variables à considérer : la flexibilité est nécessaire pour adresser la multitude de facteurs, dépendant des contextes locaux, qui influent sur les capacités d'échecs ou de succès des aires naturelles protégées communautaires et de s'assurer que les évaluations soient localement désirables et plausibles ». Les auteurs insistent sur l'importance de considérer les enjeux locaux et l'intégration des communautés riveraines dès l'élaboration des *conservancies*, tout en accordant une plus grande considération à leurs représentations du monde et aux dynamiques et réseaux de pouvoir qui les constituent. Cette prise en considération effective des représentations et structures endogènes permettrait non seulement de renforcer les impacts sociaux positifs des *conservancies*, mais également de mieux comprendre les dynamiques conflictuelles pouvant y être associées (Galvin et al. 2018 : 12).

Oburah, Lenachuru et Odadi (2021 : 1-3) rappellent à ce sujet que depuis la fin des années 1980, la plupart des régions du Kenya ont connu une transformation du foncier, passant de régimes collectifs à individuels, notamment en raison de politiques encourageant la privatisation et la commercialisation de terres utilisées pour le pastoralisme. Dans cette logique, dans les années 1980/90, de nombreuses terres furent selon les auteurs divisées en groupes de ranchs détenus par un nombre restreint d'acteurs. L'objectif était de créer un incitatif à l'investissement pour les communautés rurales et d'encourager à intensifier la production et l'élevage. Bedelian et Ogutu (2017 : 3) renvoient alors aux travaux de Homewood et al. (2004), Mwangi (2007b), Thompson et Homewood (2002) et Thompson et al. (2009) pour rappeler que la mauvaise gestion des ranchs a poussé par la suite à une nouvelle subdivision en parcelles individuelles, un processus ayant amené à plusieurs conflits fonciers entourant la délimitation des terres.

3. Conclusion et perspectives de recherche

Cette revue de la littérature non systématique permet de mettre en avant certaines défaillances des modèles économiques et de gouvernance des *conservancies* communautaires, ainsi que le manque trop fréquent de considération et d'intégration des systèmes socio-environnementaux endogènes. Il est important, cela dit, de souligner que cette revue de la littérature n'a pas mobilisé de nouvelles données empiriques et qu'elle constitue un travail préliminaire, sous un format *working paper*, qui ne remet pas en question le bien-fondé ou l'utilité des aires protégées, ni ne propose de recommandations spécifiques pouvant contribuer à la réussite des programmes communautaires de conservation.

La revue de la littérature réalisée au sein de ce papier de recherche montre par ailleurs une certaine convergence sur les facteurs conflictuels et enjeux sécuritaires associés aux *conservancies* en Afrique de l'Est et en Afrique australe, et plus spécifiquement au Kenya, en Tanzanie et en Namibie. Les conclusions mises en avant par Galvin et al. (2018) sont confirmées par la revue d'une littérature plus large, d'une part en ce qui concerne l'importance d'une meilleure intégration des représentations et systèmes socio-environnementaux propres aux communautés riveraines dans les modèles de conservation et de gestion des ressources environnementales ; d'autre part en ce qui concerne l'intégration plus effective de l'ensemble des populations riveraines, y compris celles marginalisées et ne possédant pas de propriétés ou titres fonciers, au sein des organes de gestion des *conservancies* et des accords de compensation et de redistribution des bénéfices qui y sont associés. La littérature met en effet en avant l'importance de ces exclusions économiques et environnementales comme facteurs conflictuels associés aux *conservancies*.

La littérature tend de même à mettre en avant le trop faible impact des aires communautaires de conservation comme levier de développement permettant de réduire la pauvreté et de dynamiser les activités économiques de l'ensemble des communautés riveraines. Si les aires communautaires de conservation semblent avoir un effet positif sur la protection de la biodiversité, le modèle économique de tourisme de conservation qui y est associé fait grandement débat dans la littérature et plusieurs études soulignent qu'il tendrait à engendrer des impacts négatifs sur le niveau et les conditions de vie des populations riveraines, en particulier des communautés pastorales. Au sein du corpus étudié, les inégalités créées par les revenus et avantages sociaux et économiques issus des *conservancies* sont largement mises en avant: il semble en particulier que ces avantages soient accaparés, au sein des communautés riveraines, par les élites locales au détriment des populations marginalisées ou ne possédant pas de propriété foncière et demeurant par conséquent dépendantes des activités agro-pastorales pour leur subsistance et entrant en concurrence avec le modèle économique du tourisme de conservation.

Si la littérature étudiée met en avant l'existence d'accords pour le maintien d'un nombre restreint d'espaces pastoraux au sein des aires communautaires, ces derniers sembleraient demeurer à l'usage des membres des *conservancies* et donc des personnes bénéficiant déjà des accords de compensation et de partage des bénéfices. Une situation obligeant les populations demeurant dépendante des activités agro-pastorales à accéder illégalement aux zones de conservation pour alimenter leur cheptel ou à se reporter sur les espaces de pâturage et les ressources environnementales subsistant à l'extérieur des *conservancies* et espaces de conservation, au sein de régions elles-mêmes saturées par une superposition d'usage des sols, ce qui accroît inévitablement les risques de conflit.

Les activités de conservation ne constituent pas un facteur conflictuel en soit et pourraient même à l'inverse servir de mécanismes de mitigation ou de résolution des conflits environnementaux associés à l'accès et à la gestion des ressources naturelles. Au regard de la littérature étudiée, les dynamiques conflictuelles associées aux aires naturelles communautaires semblent en tout cas prendre racine dans 1) la non prise en considération des systèmes socio-environnementaux endogènes, 2) l'inéquité des accords de compensation et de partage des bénéfices issus des *conservancies*, 3) les inégalités et les rapports de domination préexistants et propres aux communautés riveraines, 4) la stigmatisation des populations marginalisées, notamment pastorales, 5) le manque d'intégration ou la superposition de différentes aires naturelles protégées au sein d'une même région. Chacun de ces points pourrait constituer une piste de recherche intéressante. Il serait de même pertinent de réaliser davantage d'études quant au potentiel de l'approche One Earth afin d'interroger les modèles économiques actuels des programmes de conservation ainsi que de leur intégration dans des systèmes socio-environnementaux régionaux déjà saturés en raison de leur intégration au sein des structures économiques internationales (via l'agro-industrie ou l'extractivisme). Enfin, des recherches comparatives avec les situations similaires observées dans les aires protégées non-communautaires et sur les initiatives locales d'autoconstitution d'aires communautaires en Afrique de l'Ouest permettraient d'enrichir la connaissance de ces problématiques sur l'ensemble du continent africain.

Bibliographie

- ABBOTT, J., CAMPBELL, L., HAY, C., NAESJE, T., NDUMA, A., & PURVIS, J. (2007). RIVERS AS RESOURCES, RIVERS AS BORDERS: COMMUNITY AND TRANSBOUNDARY MANAGEMENT OF FISHERIES IN THE UPPER ZAMBEZI RIVER FLOODPLAINS. *THE CANADIAN GEOGRAPHER*, 51(3), 280–302.
- ADAMS, W. AND D. HULME. 2001a. CONSERVATION AND COMMUNITY: CHANGING NARRATIVES, POLICIES AND PRACTICES IN AFRICAN CONSERVATION. IN: AFRICAN WILDLIFE AND LIVELIHOODS: THE PROMISE AND PERFORMANCE OF COMMUNITY CONSERVATION (EDS. HULME, D. AND M. MURPHREE). PP. 9–23. OXFORD: JAMES CURREY LTD.
- ADAMS, W. AND D. HULME. 2001b. IF COMMUNITY CONSERVATION IS THE ANSWER IN AFRICA, WHAT IS THE QUESTION? *ORYX* 35(3): 193–203.
- ALEXANDER, J. AND J. MCGREGOR. 2000. WILDLIFE AND POLITICS: CAMPFIRE IN ZIMBABWE. *DEVELOPMENT AND CHANGE* 31(3): 605–627.
- ANDERSON, J. AND S. MEHTA. 2013. A GLOBAL ASSESSMENT OF COMMUNITY BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT: ADDRESSING THE CRITICAL CHALLENGES OF THE RURAL SECTOR. USAID (UNITED STATES AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT) INTERNATIONAL RESOURCES GROUP. <http://frameweb.org/adl/en-US/10506/file/1574/CBNRM%20ASSESSMENT%20FINAL%20May%202013.pdf>
- AYIVOR, J. S., C. GORDON, AND Y. NTIAMOA-BAIDU, 2013, "PROTECTED AREA MANAGEMENT AND LIVELIHOOD CONFLICTS IN GHANA: A CASE STUDY OF DIGYA NATIONAL PARK," *PARKS*, VOL. 19, NO. 1, PP. 37–50, 2013.
- BALINT, P. J., AND J. MASHINYA. 2006. THE DECLINE OF A MODEL COMMUNITY-BASED CONSERVATION PROJECT: GOVERNANCE, CAPACITY, AND DEVOLUTION IN MAHENYE, ZIMBABWE. *GEOFORUM* 37(5): 805–815. [HTTP://DX.DOI.ORG/10.1016/J.GEOFORUM.2005.01.011](http://dx.doi.org/10.1016/j.geoforum.2005.01.011)
- BANDYOPADHYAY, S., HUMAVINDU, M. N., SHYAMSUNDAR, P., & WANG, L. (2009). BENEFITS TO LOCAL COMMUNITY *CONSERVANCIES* IN NAMIBIA: AN ASSESSMENT. *DEVELOPMENT SOUTHERN AFRICA*, 26(5), 733–754. <https://doi.org/10.1080/03768350903303324>
- BARENDSE, J., ROUX, D., CURRIE, B., WILSON, N., & FABRICIUS, C. (2016). A BROADER VIEW OF STEWARDSHIP TO ACHIEVE CONSERVATION AND SUSTAINABILITY GOALS IN SOUTH AFRICA. *SOUTH AFRICAN JOURNAL OF SCIENCE*, 112(5/6), 15.
- BARNES, J. I., MACGREGOR, J. J., NHULEIPO, O., & MUTEYAU, P. I. (2010). THE VALUE OF NAMIBIA'S FOREST RESOURCES: PRELIMINARY ECONOMIC ASSET AND FLOW ACCOUNTS. *DEVELOPMENT SOUTHERN AFRICA*, 27(2), 159–176.
- BARUA, M., S. BHAGWAT, AND S. JADHAV. 2013. THE HIDDEN DIMENSIONS OF HUMAN–WILDLIFE CONFLICT: HEALTH IMPACTS, OPPORTUNITY AND TRANSACTION COSTS. *BIOLOGICAL CONSERVATION* 157: 309–316.
- BAZIN, FREDERIC ET GAETAN QUESNE. 2016. ÉVALUATION Ex POST ECRITE ET FILMEE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DU PARC NATIONAL DU LIMPOPO. EXPOST, ÉVALUATIONS DE L'AFD. DIRECTION ETUDES, RECHERCHES ET SAVOIRS DIVISION ÉVALUATION ET CAPITALISATION. N° 61. SEPTEMBRE 2016. 204 P
- BEDELIAN AND OGUTU. 2017. "TRADE-OFFS FOR CLIMATE-RESILIENT PASTORAL LIVELIHOODS IN WILDLIFE *CONSERVANCIES* IN THE MARA ECOSYSTEM, KENYA" *PASTORALISM: RESEARCH, POLICY AND PRACTICE* (2017) 7:10.
- BEILIN, R. 2010. BOOK REVIEW: PAIGE WEST, CONSERVATION IS OUR GOVERNMENT NOW: THE POLITICS OF ECOLOGY IN PAPUA NEW GUINEA. *JOURNAL OF AGRICULTURAL AND ENVIRONMENTAL ETHICS* 24: 75–85.
- BELSKY, J. 1999. MISREPRESENTING COMMUNITIES: THE POLITICS OF COMMUNITYBASED RURAL ECOTOURISM IN GALES POINT MANATEE, BELIZE. *RURAL SOCIOLOGY* 64(4): 641–666.
- BERKES, F. (2004). RETHINKING COMMUNITY-BASED CONSERVATION. *CONSERVATION BIOLOGY*, 18(3), 621–630.
- BERKES, F. (2007) ADAPTIVE CO-MANAGEMENT AND COMPLEXITY: EXPLORING THE MANY FACES OF CO-MANAGEMENT. IN ADAPTIVE CO-MANAGEMENT: COLLABORATION, LEARNING AND MULTI-LEVEL GOVERNANCE (EDS D.R. ARMITAGE, F. BERKES & N.C. DOUBLEDAY), PP. 19–38. UBC PRESS, VANCOUVER, CANADA.
- BERKES, F. (2010) DEVOLUTION OF ENVIRONMENT AND RESOURCES GOVERNANCE: TRENDS AND FUTURE. *ENVIRONMENTAL CONSERVATION*, 37, 489–500.
- BERSAGLIO, B. 2017. GREEN GRABBING AND THE CONTESTED NATURE OF BELONGING IN LAIKIPIA, KENYA: A GENEALOGY. PH.D. THESIS. UNIVERSITY OF TORONTO, TORONTO, CANADA.
- BERSAGLIO, B. (2018). GREEN VIOLENCE: MARKET-DRIVEN CONSERVATION AND THE REFOREIGNIZATION OF SPACE IN LAIKIPIA. IN S. MOLLETT & T. KEPE (EDS.), KENYA. LAND RIGHTS, BIODIVERSITY CONSERVATION AND JUSTICE (PP. 71–88). ROUTLEDGE.
- BLAIKIE, P. 2006. IS SMALL REALLY BEAUTIFUL? COMMUNITY-BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT IN MALAWI AND BOTSWANA. *WORLD DEVELOPMENT* 34:1942–1957. <http://dx.doi.org/10.1016/j.worlddev.2005.11.023>
- BOCAREJO, DIANA, & OJEDA, DIANA (2016). VIOLENCE AND CONSERVATION: BEYOND UNINTENDED CONSEQUENCES AND UNFORTUNATE COINCIDENCES. *GEOFORUM*, 69, 176–183.
- BOLLIG, M. AND VEHR, H-P. (2020) ABUNDANT HERDS: ACCUMULATION, HERD

MANAGEMENT, AND LAND-USE PATTERNS IN A CONSERVATION AREA, PASTORALISM, 10(1):1–15.

BOLLIG, M., & SCHWIEGER, D. (2014). FRAGMENTATION, COOPERATION AND POWER: INSTITUTIONAL DYNAMICS IN NATURAL RESOURCE GOVERNANCE IN NORTH-WESTERN NAMIBIA. HUMAN ECOLOGY, 42(2), 167–181. [HTTPS://DOI.ORG/10.1007/S10745-014-9647-7](https://doi.org/10.1007/s10745-014-9647-7)

BOLLIG, M., & OLWAGE, E. (2016). THE POLITICAL ECOLOGY OF HUNTING IN NAMIBIA'S KAKOVELD: FROM DORSLAND TREKKERS' ELEPHANT HUNTS TO TROPHY-HUNTING IN CONTEMPORARY CONSERVANCIES. JOURNAL OF CONTEMPORARY AFRICAN STUDIES, 34(1), 1–19. [HTTPS://DOI.ORG/10.1080/025890012016.1182745](https://doi.org/10.1080/025890012016.1182745)

BOUDREAUX, K., & NELSON, F. (2011). COMMUNITY CONSERVATION IN NAMIBIA: EMPOWERING THE POOR WITH PROPERTY RIGHTS. ECONOMIC AFFAIRS, 31(2), 17–24. [HTTPS://DOI.ORG/10.1111/J.1468-0270.2011.02096.X](https://doi.org/10.1111/j.1468-0270.2011.02096.x)

BREUL, M., HULKE, C. AND KALVELAGE, L. (2021) PATH FORMATION AND REFORMATION: STUDYING THE VARIEGATED CONSEQUENCES OF PATH CREATION FOR REGIONAL DEVELOPMENT, ECONOMIC GEOGRAPHY, 97(3):1–22.

BROCK BERSAGLIO ET FRANCES CLEAVER. 2018. "GREEN GRAB BY BRICOLAGE – THE INSTITUTIONAL WORKINGS OF COMMUNITY CONSERVANCIES IN KENYA". CONSERVATION AND SOCIETY 16(4): 467–480

BROCKINGTON, D., & IGOE, J. (2006). EVICTION FOR CONSERVATION: A GLOBAL OVERVIEW. CONSERVATION AND SOCIETY, 4(3), 424–470.

BROCKINGTON, D., DUFFY, R., & IGOE, J. (2008). NATURE UNBOUND: CONSERVATION, CAPITALISM AND THE FUTURE OF PROTECTED AREAS. LONDON: ROUTLEDGE.

BÜSCHER, B., S. SULLIVAN, K. NEVES, J. IGOE, AND D. BROCKINGTON. 2012. TOWARDS A SYNTHESIZED CRITIQUE OF NEOLIBERAL BIODIVERSITY CONSERVATION. CAPITALISM NATURE SOCIALISM 23(2): 4–30.

BÜSCHER, B. AND W. DRESSLER. 2012. COMMODITY CONSERVATION: THE RESTRUCTURING OF COMMUNITY CONSERVATION IN SOUTH AFRICA AND THE PHILIPPINES. GEOFORUM 43(3): 367–376.

BUTT, B. 2011. COPING WITH UNCERTAINTY AND VARIABILITY: THE INFLUENCE OF PROTECTED AREAS ON PASTORAL HERDING STRATEGIES IN EAST AFRICA. HUMAN ECOLOGY 39: 289–307.

CAVANAGH, CONNOR J., TEKLEHAYMANOT WELDEMICHIEL & TOR A. BENJAMINSEN. 2020. "GENTRIFYING THE AFRICAN LANDSCAPE: THE PERFORMANCE AND POWERS OF FOR-PROFIT CONSERVATION ON SOUTHERN KENYA'S CONSERVANCY FRONTIER". GENTRIFYING THE AFRICAN LANDSCAPE: THE PERFORMANCE AND POWERS OF FOR-PROFIT CONSERVATION ON SOUTHERN KENYA'S CONSERVANCY FRONTIER.

COLLOMB, J. G. E., P. MUPETA, G. BARNES, AND B. CHILD. 2010. INTEGRATING GOVERNANCE AND SOCIOECONOMIC INDICATORS TO ASSESS THE PERFORMANCE OF COMMUNITY-BASED NATURAL RESOURCES MANAGEMENT IN CAPRIVI (NAMIBIA). ENVIRONMENT CONSERVANCY 37 (3):303–309. [HTTP://DX.DOI.ORG/10.1017/S0376892910000676](http://dx.doi.org/10.1017/S0376892910000676)

COX, M., WILSON, M., & PAVLOVICH, T. (2016). THE CHALLENGES OF LOCAL GOVERNANCE: GEAR-BASED FRAGMENTATION IN DOMINICAN FISHING OF BUEN HOMBRE. MARINE POLICY, 63, 109–117.

DELUCA, L. 2004. TOURISM, CONSERVATION, AND DEVELOPMENT AMONG THE MAASAI OF NGORONGORO DISTRICT, TANZANIA: IMPLICATIONS FOR POLITICAL ECOLOGY AND SUSTAINABLE LIVELIHOODS. PHD THESIS, UNIVERSITY OF COLORADO.

DEMOTTS, R. AND P. HOON. 2012. WHOSE ELEPHANTS? CONSERVING, COMPENSATING, AND COMPETING IN NORTHERN BOTSWANA. SOCIETY & NATURAL RESOURCES 25(9): 837–851.

DRESSLER, W. AND B. BÜSCHER. 2008. MARKET TRIUMPHALISM AND THE CBNRM 'CRISES' AT THE SOUTH AFRICAN SECTION OF THE GREAT LIMPOPO TRANSFRONTIER PARK. GEOFORUM 39: 452–465.

DRESSLER, W., BÜSCHER, B., SCHOON, M., BROCKINGTON, D., HAYES, T., KULL, C. A., ... SHRESTHA, K. (2010). FROM HOPE TO CRISIS AND BACK AGAIN? A CRITICAL HISTORY OF THE GLOBAL CBNRM NARRATIVE. ENVIRONMENTAL CONSERVATION, 37(1), 5–15.

DUFFY, R. (2014). WAGING A WAR TO SAVE BIODIVERSITY: THE RISE OF MILITARIZED CONSERVATION. INTERNATIONAL AFFAIRS, 90(4), 819–834.

DUFFY, R. (2016). WAR, BY CONSERVATION. GEOFORUM, 69, 238–248.

DUFFY, R., MASSÉ, F., SMIDT, E., MARIJNEN, E., BÜSCHER, B., VERWEIJEN, J., RAMUTSINDELA, M., SIMLAI, T., JOANNY, L., & LUNSTRUM, E. (2019). WHY WE MUST QUESTION THE MILITARISATION OF CONSERVATION. BIOLOGICAL CONSERVATION, 232, 66–73.

DUMSILE CYNTHIA HLENGWA ET ALBERT TAVAVARIGWA MARUTA. 2020. « A FRAMEWORK FOR FACILITATION OF COMMUNITY PARTICIPATION IN AND BENEFICIATION FROM CBT AROUND THE SAVE VALLEY CONSERVANCY ». AFRICAN JOURNAL OF HOSPITALITY, TOURISM AND LEISURE, VOLUME 9(2)

DYER, J., L. C. STRINGER, A. J. DOUGILL, J. LEVENTON, M. NSHIMBI, F. CHAMA, A. KAFWIFWI, J. I. MULEDI, J.-M. K. KAUMBU, M. FALCAO, S. MUHORRO, F. MUNYEMBA, G. M. KALABA, AND S. SYAMPUNGANI. 2014. ASSESSING PARTICIPATORY PRACTICES IN COMMUNITY-BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT: EXPERIENCES IN COMMUNITY ENGAGEMENT FROM SOUTHERN AFRICA. JOURNAL OF ENVIRONMENTAL MANAGEMENT 137:137–145. [HTTP://DX.DOI.ORG/10.1016/J.JENVMAN.2013.11.057](http://dx.doi.org/10.1016/j.jenvman.2013.11.057)

ELLIOTT, JOANNA, HELEN GIBBONS, DELPHINE KING, ANTHONY KING ET TIPHAIN LEMÉNAGER. 2014. EXPLORING ENVIRONMENTAL COMPLEMENTARITY BETWEEN TYPES OF PROTECTED AREAS IN KENYA. FOCAL 19. AFD. 107 P.

ENNS, C. 2017. INFRASTRUCTURE PROJECTS AND RURAL POLITICS IN NORTHERN KENYA: THE USE OF DIVERSE EXPERTISE TO NEGOTIATE THE TERMS OF LAND DEALS FOR TRANSPORT

INFRASTRUCTURE.
<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/0306615.0.2017.1377185>

FABRICIUS, C., KOCH, E., TURNER, H., & SISITKA, L. (2013). WHAT WE HAVE LEARNT FROM A DECADE OF EXPERIMENTATION. IN K. FABRICIUS & T. MAGOME (Eds.), RIGHTS, RESOURCES & RURAL DEVELOPMENT—COMMUNITY-BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT IN SOUTHERN AFRICA (pp. 271–281). LONDON, ENGLAND: EARTHSCAN.

FABRICIUS, C., KOCH, E., TURNER, H., & SISITKA, L. (2013). WHAT WE HAVE LEARNT FROM A DECADE OF EXPERIMENTATION. IN K. FABRICIUS & T. MAGOME (Eds.), RIGHTS, RESOURCES & RURAL DEVELOPMENT—COMMUNITY-BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT IN SOUTHERN AFRICA (pp. 271–281). LONDON, ENGLAND: EARTHSCAN.

FAIRHEAD, J., LEACH, M., & SCOONES, I. (2012). GREEN GRABBING: A NEW APPROPRIATION OF NATURE? JOURNAL OF PEASANT STUDIES, 39(2), 237–261.

FLETCHER, R. 2010. NEOLIBERAL ENVIRONMENTALITY: TOWARDS A POSTSTRUCTURALIST POLITICAL ECOLOGY OF THE CONSERVATION DEBATE. CONSERVATION AND SOCIETY 8(3): 171–181.

FOX, G. (2018). THE 2017 SHOOTING OF KUKI GALLMAN AND THE POLITICS OF CONSERVATION IN KENYA. AFRICAN STUDIES REVIEW, 61(2), 210–236.

FROST, P. G. H., & BOND, I. (2008). THE CAMPFIRE PROGRAMME IN ZIMBABWE: PAYMENTS FOR WILDLIFE SERVICES. ECOLOGICAL ECONOMICS, 65(4), 776–787

GALVIN, KATHLEEN. A., TYLER A. BEETON ET MATTHEW W. LUIZZA. 2018. "AFRICAN COMMUNITY-BASED CONSERVATION : A SYSTEMATIC REVIEW OF SOCIAL AND ECOLOGICAL OUTCOMES". AFRICAN COMMUNITY-BASED CONSERVATION: A SYSTEMATIC REVIEW OF SOCIAL AND ECOLOGICAL OUTCOMES. ECOLOGY AND SOCIETY 23(3):39.
<https://doi.org/10.5751/ES-10217-230339>

GARGALLO, EDUARD ET LINUS KALVELAGE. 2021. INTEGRATING SOCIAL-ECOLOGICAL SYSTEMS AND GLOBAL PRODUCTION NETWORKS: LOCAL EFFECTS OF TROPHY HUNTING IN NAMIBIAN CONSERVANCIES, DEVELOPMENT SOUTHERN AFRICA, 38:1, 87–103

GARGALLO, E. (2015). CONSERVATION ON CONTESTED LANDS: THE CASE OF NAMIBIA'S COMMUNAL CONSERVANCIES. JOURNAL OF CONTEMPORARY AFRICAN STUDIES, 33(2), 213–231.
<https://doi.org/10.1080/02589001.2015.1065575>

GANDIWA, I. M. A. HEITK"ONIG, A. M. LOKHORST, H. H. T. PRINS, AND C. LEEUWIS, 2010. "CAMPFIRE AND HUMAN-WILDLIFE CONFLICTS IN LOCAL COMMUNITIES BORDERING NORTHERN GONAREZHOU NATIONAL PARK, ZIMBABWE," JOURNAL OF ECOLOGY AND SOCIETY, VOL 18, NO. 4, P. 7, 2013

GERMAN, L, R. UNKS, AND E. KING. 2017. GREEN APPROPRIATIONS THROUGH SHIFTING CONTOURS OF AUTHORITY AND PROPERTY ON A PASTORALIST COMMONS. JOURNAL OF PEASANT STUDIES 44(3): 631–657.

GILLINGHAM, S., ET P. C. LEE, 2003, "PEOPLE AND PROTECTED AREAS: A STUDY OF LOCAL PERCEPTIONS OF WILDLIFE, CROP-DAMAGE, CONFLICT IN AN AREA BORDERING THE SELOUS GAME RESERVE, TANZANIA," ORYX, VOL. 37, NO. 3, PP. 310–325, 2003.

GOODWIN, H. (2017). COMMUNITY-BASED TOURISM. TFPD FOUNDATION. AVAILABLE:
<http://www.tfpdfoundation.org>

GREINER, CLEMENS (2012). UNEXPECTED CONSEQUENCES: WILDLIFE CONSERVATION AND TERRITORIAL CONFLICT IN NORTHERN KENYA. HUMAN ECOLOGY, 40(3), 415–425.

GREINER, C. (2013). GUNS, LAND, AND VOTES: CATTLE RUSTLING AND THE POLITICS OF BOUNDARY (RE) MAKING IN NORTHERN KENYA. AFRICAN AFFAIRS, 112(447), 216–237.

HEYDINGER JOHN, RICHARD DIGGLE, GREG STUART-HILL, KATHARINA DIERKES, CRAIG PACKERÉ. 2022. "DIFFERENTIATED PAYMENTS FOR ECOSYSTEM SERVICES BASED ON ESTIMATED PREY CONSUMPTION

BY LIONS WITHIN COMMUNAL CONSERVANCIES IN NORTHWEST NAMIBIA". ECOSYSTEM SERVICES 53 (2022) 101403

HIGGINS-DESBIOLLES, F. (N.D.) RETHINKING TOURISM SO THE LOCALS ACTUALLY BENEFIT FROM HOSTING VISITORS. THE CONVESATION, 23 MAY 2019. AVAILABLE: THECONVERSATION.COM (RETRIEVED: 17 JANUARY 2020).

HILL, C. 1998. CONFLICTING ATTITUDES TOWARDS ELEPHANTS AROUND THE BUDONGO FOREST RESERVE, UGANDA. ENVIRONMENTAL CONSERVATION 25(3): 244–250.

HILL, C. 2004. FARMERS' PERSPECTIVES OF CONFLICT AT THE WILDLIFE- AGRICULTURE BOUNDARY: SOME LESSONS LEARNED FROM AFRICAN SUBSISTENCE FARMERS.

HILL, C. 1998. CONFLICTING ATTITUDES TOWARDS ELEPHANTS AROUND THE BUDONGO FOREST RESERVE, UGANDA. ENVIRONMENTAL CONSERVATION 25(3): 244–250

HINZ, M. 2003. WITHOUT CHIEFS THERE WOULD BE NO GAME: CUSTOMARY LAW AND NATURE CONSERVATION. OUT OF AFRICA PUBLISHERS.

HOARE, R. (2015). LESSONS FROM 20 YEARS OF HUMAN-ELEPHANT CONFLICT MITIGATION IN AFRICA. HUMAN DIMENSIONS OF WILDLIFE, 20(4), 289–295.

HOLMES, G. (2014). WHAT IS A LAND GRAB? EXPLORING GREEN GRABS, CONSERVATION, AND PRIVATE PROTECTED AREAS IN SOUTHERN CHILE. JOURNAL OF PEASANT STUDIES, 41(4), 547–567.

HOMEWOOD, K., E. COAST, AND M. THOMPSON. 2004. IN-MIGRATION AND EXCLUSION IN EAST AFRICAN RANGELANDS: ACCESS, TENURE AND CONFLICT. AFRICA 74(4): 567–610.

HULKE, CAROLIN, LINUS KALVELAGEA, JIM KAIRUB, JAVIER REVILLA DIEZA AND LUCAS RUTINAB. 2022. "NAVIGATING THROUGH THE STORM: CONSERVANCIES AS LOCAL INSTITUTIONS FOR REGIONAL RESILIENCE IN ZAMBEZI, NAMIBIA". CAMBRIDGE JOURNAL OF REGIONS, ECONOMY AND SOCIETY 2022, 15, 305–322.

HULME, D. AND M. MURPHREE. 2001A. COMMUNITY CONSERVATION AS POLICY:

- PROMISE AND PERFORMANCE. IN: AFRICAN WILDLIFE AND LIVELIHOODS: THE PROMISE AND PERFORMANCE OF COMMUNITY CONSERVATION (EDS. HULME, D. AND M. MURPHREE). PP. 280–297. OXFORD: JAMES CURRY LTD.
- HULME, D. AND M. MURPHREE. 2001b. COMMUNITY CONSERVATION IN AFRICA: AN INTRODUCTION. IN: AFRICAN WILDLIFE AND LIVELIHOODS: THE PROMISE AND PERFORMANCE OF COMMUNITY CONSERVATION (EDS. HULME, D. AND M. MURPHREE). PP.1–8. OXFORD: JAMES CURREY LTD.
- HUMAN DIMENSIONS OF WILDLIFE: AN INTERNATIONAL JOURNAL 9(4): 279–286.
- HLENGWA, D. C. & MAZIBUKO, S. K. (2018). COMMUNITY LEADERS AROUND INANDA DAM, KWAZULU NATAL, AND ISSUES OF COMMUNITY PARTICIPATION IN TOURISM DEVELOPMENT INITIATIVES. AFRICAN JOURNAL OF HOSPITALITY, TOURISM AND LEISURE, 7(1).
- HOHMANN, T. 2003. 'WE ARE LOOKING FOR LIFE. WE ARE LOOKING FOR THE CONSERVANCY'. NAMIBIAN CONSERVANCIES, NATURE CONSERVATION AND RURAL DEVELOPMENT: THE N=JA-QNA CONSERVANCY. IN: SAN AND THE STATE: CONTESTING LAND, DEVELOPMENT, IDENTITY AND REPRESENTATION (ED. HOHMANN, T.). PP. 205–254. KÖLN: RÜDIGER KÖPPE VERLAG.
- HOLMES, G., AND C. J. CAVANAGH. 2016. A REVIEW OF THE SOCIAL IMPACTS OF NEOLIBERAL CONSERVATION: FORMATIONS, INEQUALITIES, CONTESTATIONS. GEOFORUM 75:199–209. DOI: 10.1016/J.GEOFORUM.2016.07.014
- HOMWOOD, K., P. KRISTJANSON, AND P.C. TRENCH. 2009. STAYING MAASAI? LIVELIHOODS, CONSERVATION AND DEVELOPMENT IN EAST AFRICAN RANGELANDS. NEW YORK: SPRINGER.
- HOOGENDOORN, G., KELSO, C. & SINTHUMULE, I. (2019). TOURISM IN THE GREAT LIMPOPO TRANSFRONTIER PARK: A REVIEW. AFRICAN JOURNAL OF HOSPITALITY, TOURISM AND LEISURE, 8(5).
- HOOLE, A. 2010. PLACE-POWER-PROGNOSIS: COMMUNITY-BASED CONSERVATION, PARTNERSHIPS, AND ECOTOURISM ENTERPRISES IN NAMIBIA. INTERNATIONAL JOURNAL OF THE COMMONS 4(1):78–99. [HTTP://DX.DOI.ORG/10.18352/IJC.112](http://dx.doi.org/10.18352/IJC.112)
- HORWICH, R.H. & LYON, J. (2007) COMMUNITY CONSERVATION: PRACTITIONERS' ANSWER TO CRITICS. ORYX, 41, 376–385
- HLENGWA, D. C. & MAZIBUKO, S. K. (2018). COMMUNITY LEADERS AROUND INANDA DAM, KWAZULU NATAL, AND ISSUES OF COMMUNITY PARTICIPATION IN TOURISM DEVELOPMENT INITIATIVES. AFRICAN JOURNAL OF HOSPITALITY, TOURISM AND LEISURE, 7(1).
- HULKE, C., KAIRU, J. K. AND DIEZ, J. R. (2020) DEVELOPMENT VISIONS, LIVELIHOOD REALITIES—HOW CONSERVATION SHAPES AGRICULTURAL VALUE CHAINS IN THE ZAMBEZI REGION, NAMIBIA, DEVELOPMENT SOUTHERN AFRICA, 38(1): 1–18.
- HUMAN RIGHTS WATCH. "DEATHS AND DISAPPEARANCES: ABUSES IN COUNTERTERRORISM OPERATIONS IN NAIROBI AND IN NORTHEASTERN KENYA." JULY 2016. PP. 33 [HTTPS://WWW.HRW.ORG/SITES/DEFAULT/FILES/REPORT_PDF/KENYA0716WEB_1.PDF](https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/kenya0716web_1.pdf)
- HUMAVINDU, M. N., & STAGE, J. (2015). COMMUNITY-BASED WILDLIFE MANAGEMENT FAILING TO LINK CONSERVATION AND FINANCIAL VIABILITY. ANIMAL CONSERVATION, 18(1), 4–13. [HTTPS://DOI.ORG/10.1111/ACV.12134](https://doi.org/10.1111/acv.12134)
- IGOE, J. AND D. BROCKINGTON. 2007. NEOLIBERAL CONSERVATION: A BRIEF INTRODUCTION. CONSERVATION AND SOCIETY 5(4): 432–449.
- IGOE, J. AND B. CROUCHER. 2007. CONSERVATION, COMMERCE, AND COMMUNITIES: THE STORY OF COMMUNITY-BASED WILDLIFE MANAGEMENT AREAS IN TANZANIA'S NORTHERN TOURIST CIRCUIT. CONSERVATION AND SOCIETY 5(4): 534–561.
- IMPACT. SOCIO-ECONOMIC IMPACTS OF THE CURRENT MODEL OF COMMUNITY-BASED CONSERVATION UNDER THE COMMUNAL LAND TENURE SYSTEM IN NORTHERN KENYA.
- JACOBSON, M. AND G. OWEN-SMITH. 2003. INTEGRATING CONSERVATION AND DEVELOPMENT: A NAMIBIAN CASE STUDY. NOMADIC PEOPLES 7(1): 92–109
- JAYNE, T. S., B. ZULU, G. KAJOBA, AND M. T. WEBER. 2009. ACCESS TO LAND, AND POVERTY REDUCTION IN RURAL ZAMBIA: CONNECTING THE POLICY ISSUES. FOOD SECURITY COLLABORATIVE POLICY BRIEFS 55054. MICHIGAN STATE UNIVERSITY, DEPARTMENT OF AGRICULTURAL, FOOD, AND RESOURCE ECONOMICS, EAST LANSING, MICHIGAN, USA. [HTTPS://IDEAS.REPEC.ORG/P/AGS/MIDCPB/55054.HTML](https://ideas.repec.org/p/ags/midcpb/55054.html)
- JONES, B. T. B. 1999. POLICY LESSONS FROM THE EVOLUTION OF A COMMUNITY-BASED APPROACH TO WILDLIFE MANAGEMENT, KUNENE REGION, NAMIBIA. JOURNAL OF INTERNATIONAL DEVELOPMENT 11:295–304. [HTTP://DX.DOI.ORG/10.1002/\(SICI\)1099-1328\(199903/04\)11:2<295::AID-JID583>3.0.CO;2-U](http://dx.doi.org/10.1002/(sici)1099-1328(199903/04)11:2<295::AID-JID583>3.0.CO;2-U)
- JONES, B. T. B. 2004. CBNRM, POVERTY REDUCTION AND SUSTAINABLE LIVELIHOODS: DEVELOPING CRITERIA FOR EVALUATING THE CONTRIBUTION OF CBNRM TO POVERTY REDUCTION AND ALLEVIATION IN SOUTHERN AFRICA. INSTITUTE FOR POVERTY, LAND AND AGRARIAN STUDIES (PLAAS), CAPE TOWN, SOUTH AFRICA. [ONLINE] URL: [HTTP://DSPACE.CIGILIBRARY.ORG/JSPUI/BITSTREAM/123456789/33686/1/CBNRM%2007.PDF](http://dspace.cigilibrary.org/jspui/bitstream/123456789/33686/1/CBNRM%2007.pdf)1
- JONES, B. T. B., AND M. W. MURPHREE. 2004. COMMUNITY-BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT AS A CONSERVATION MECHANISM: LESSONS AND DIRECTIONS. PAGES IN B. CHILD, EDITOR. PARKS IN TRANSITION: BIODIVERSITY, RURAL DEVELOPMENT AND THE BOTTOM LINE. EARTHSCAN, LONDON, UK.
- JONES, B., & WEAVER, C. (2008). CBNRM IN NAMIBIA: GROWTH, TRENDS, LESSONS AND CONSTRAINTS. IN H. SUICH, B. CHILD, & A. SPENCELEY (EDS.), EVOLUTION AND INNOVATION IN WILDLIFE CONSERVATION: PARKS AND GAME RANCHES TO TRANSFRONTIER CONSERVATION AREAS (PP. 224–242). LONDON, ENGLAND: EARTHSCAN.
- JONES, B. AND C. WEAVER. 2009. CBNRM IN NAMIBIA: GROWTH, TRENDS, LESSONS AND CONSTRAINTS. IN: EVOLUTION AND INNOVATION IN WILDLIFE

CONSERVATION (EDS. SUICH, H., B. CHILD, AND A. SPENCELEY). PP. 223–242. LONDON: EARTHSCAN.

KANAPAU, W., & CHILD, B. (2011). LIVELIHOOD ACTIVITIES IN A NAMIBIAN WILDLIFE CONSERVANCY: A CASE STUDY OF VARIATION WITHIN A CBNRM PROGRAMME. *ORYX*, 45(3), 365–372.

KAHLER, J. S., & GORE, M. L. (2015). LOCAL PERCEPTIONS OF RISK ASSOCIATED WITH POACHING OF WILDLIFE IMPLICATED IN HUMAN–WILDLIFE CONFLICTS IN NAMIBIA. *BIOLOGICAL CONSERVATION*, 189, 49–58.

KALLIN, H., AND T. SLATER. 2014. ACTIVATING TERRITORIAL STIGMA: GENTRIFYING MARGINALITY ON EDINBURGH’S PERIPHERY. *ENVIRONMENT AND PLANNING A: ECONOMY AND SPACE* 46 (6):1351–68. DOI: 10.1068/A45634.

KALVELAGE, L., REVILLA DIEZ, J. AND BOLLIG, M. (2020) HOW MUCH REMAINS?: LOCAL VALUE CAPTURE FROM TOURISM IN ZAMBEZI, NAMIBIA, *TOURISM GEOGRAPHIES*, 145(4): 1–22.

KAMOTO, J., G. CLARKSON, P. DORWARD, AND D. SHEPHERD. 2013. DOING MORE HARM THAN GOOD? COMMUNITY BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT AND THE NEGLECT OF LOCAL INSTITUTIONS IN POLICY DEVELOPMENT. *LAND USE POLICY* 35:293–301. [HTTP://DX.DOI.ORG/10.1016/J.LANDUSEPOL.2013.06.002](http://dx.doi.org/10.1016/J.LANDUSEPOL.2013.06.002)

KANYINGA, K. 2009. THE LEGACY OF THE WHITE HIGHLANDS: LAND RIGHTS, ETHNICITY AND THE POST–2007 ELECTION VIOLENCE IN KENYA. *JOURNAL OF CONTEMPORARY AFRICAN STUDIES* 27(3): 325–344.

KAREIVA, P., & MARVIER, M. (2012). WHAT IS CONSERVATION SCIENCE? *BIOSCIENCE*, 61(11), 962–969.

KATHLEEN A. GALVIN, TYLER A. BEETON AND MATTHEW W. LUIZZA. 2018. “AFRICAN COMMUNITY–BASED CONSERVATION: A SYSTEMATIC REVIEW OF SOCIAL AND ECOLOGICAL OUTCOMES”. *ECOLOGY AND SOCIETY* 23(3):39. <https://doi.org/10.5751/ES-10217-230339>

KELLERT, S., J. MEHTA, S. EBBIN, AND L. LICHTENFELD. 2000. COMMUNITY

NATURAL RESOURCE MANAGEMENT: PROMISE, RHETORIC, AND REALITY. *SOCIETY AND NATURAL RESOURCES* 13(8): 705–715.

KHUMALO KATHRYN ELIZABETH ET LAURIE ANN YUNG. 2015. “WOMEN, HUMAN–WILDLIFE CONFLICT, AND CBNRM: HIDDEN IMPACTS AND VULNERABILITIES IN KWANDU CONSERVANCY, NAMIBIA”. *CONSERVATION & SOCIETY*, 2015, VOL. 13, No. 3 (2015), PP. 232–243.

KING, B. AND M. PERALVO. 2010. COUPLING COMMUNITY HETEROGENEITY AND PERCEPTIONS OF CONSERVATION IN RURAL SOUTH AFRICA. *HUMAN ECOLOGY* 38(2): 265–281

R. KIDEGHESHO. 2006. CONSTRAINTS IN IMPLEMENTING THE BENEFIT–BASED APPROACHES AS A STRATEGY FOR CONSERVING WILDLIFE IN WESTERN SERENGETI, SOKOINE UNIVERSITY PRESS, MOROGORO, TANZANIA, 2006.

J. R. KIDEGHESHO. 2008. WHO PAYS FOR WILDLIFE CONSERVATION IN TANZANIA AND WHO BENEFITS?, SOKOINE UNIVERSITY PRESS, MOROGORO, TANZANIA, 2008.

KIRCHNER, C. H., & STAGE, J. (2005). AN ECONOMIC COMPARISON OF THE COMMERCIAL AND RECREATIONAL LINE FISHERIES IN NAMIBIA. WINDHOEK, NAMIBIA: DIRECTORATE OF ENVIRONMENTAL AFFAIRS, MINISTRY OF ENVIRONMENT AND TOURISM.

KREMEN, C., & MERENLENDER, A. M. (2018). LANDSCAPES THAT WORK FOR BIODIVERSITY AND PEOPLE. *SCIENCE*, 362(6412). [HTTPS://DOI.ORG/10.1126/SCIENCE.AAU6020](https://doi.org/10.1126/SCIENCE.AAU6020).

LAPEYRE, R. (2011). THE GROOTBERG LODGE PARTNERSHIP IN NAMIBIA: TOWARDS POVERTY ALLEVIATION AND EMPOWERMENT FOR LONG–TERM SUSTAINABILITY? *CURRENT ISSUES IN TOURISM*, 14(3), 221–234. <https://doi.org/10.1080/13683500.2011.555521>

LEACH, M., R. MEARN, AND I. SCOONES. 1999. ENVIRONMENTAL ENTITLEMENTS: DYNAMICS AND INSTITUTIONS IN COMMUNITY–BASED NATURAL RESOURCEMANAGEMENT. *WORLD DEVELOPMENT* 27(2): 225–247.

LEE, R.B. 2005. POWER AND PROPERTY IN TWENTY–FIRST CENTURY FORAGERS: A CRITICAL EXAMINATION. IN: *PROPERTY AND EQUALITY VOLUME 2: ENCAPSULATION, COMMERCIALISATION, DISCRIMINATION* (EDS. WIDLOK, T. AND W.G. TADESSE). PP. 16–31. NEW YORK, NY: BERGHAHN BOOKS.

LEGAL ASSISTANCE CENTRE (LAC). 2006. OUR LAND THEY TOOK: SAN LAND RIGHTS UNDER THREAT IN NAMIBIA. WINDHOEK: LEGAL ASSISTANCE CENTRE.

LEISHER, C., TEMSAH, G., BOOKER, F., DAY, M., SAMBERG, L., PROSNITZ, D., ... WILKIE, D. (2016). DOES THE GENDER COMPOSITION OF FOREST AND FISHERY MANAGEMENT GROUPS AFFECT RESOURCE GOVERNANCE AND CONSERVATION OUTCOMES? *ENVIRONMENTAL EVIDENCE*, 5, 6. DOI:10.1186/s13750-016-0057-8

LEPPER, C & SCHROENN GOEBBEL, J, 2010. COMMUNITY–BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT, POVERTY ALLEVIATION AND LIVELIHOOD DIVERSIFICATION: A CASE STUDY FROM NORTHERN BOTSWANA. *DEVELOPMENT SOUTHERN AFRICA* 27(5), 725–39.

LETAI, J. 2011. LAND DEALS IN KENYA: THE GENESIS OF LAND DEALS IN KENYA AND ITS IMPLICATION ON PASTORAL LIVELIHOODS – A CASE STUDY OF LAIKIPIA DISTRICT, 2011. NAIROBI: OXFAM.

LETAI, J. 2015. LAND DEALS AND PASTORALIST LIVELIHOODS IN LAIKIPIA COUNTY, KENYA. IN: *AFRICA’S LAND RUSH: RURAL LIVELIHOODS AND AGRARIAN CHANGE* (EDS. HALL, R, I. SCOONES, AND D. TSİKATA.). PP. 83–98. SUFFOLK: JAMES CURREY.

LEWINS, R., BÉÑÉ, C., BABA, M., BELAL, E., DONDA, S., LAMINE, A., ... RAJI, A. (2014). AFRICAN INLAND FISHERIES: EXPERIENCES WITH CO–MANAGEMENT AND POLICIES OF DECENTRALIZATION. *SOCIETY & NATURAL RESOURCES*, 27(4), 405–420. DOI:10.1080/08941920.2013.861564

LUBILO, R., & HEBINCK, P. (2019). LOCAL HUNTING AND COMMUNITY–BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT: CONTESTATIONS AND LIVELIHOODS. *GEOFORUM*, 101, 62–75. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2019.02.020>

- LUNSTRUM, E. (2014). GREEN MILITARIZATION: ANTI-POACHING EFFORTS AND THE SPATIAL CONTOURS OF KRUGER NATIONAL PARK. *ANNALS OF THE ASSOCIATION OF AMERICAN GEOGRAPHERS*, 104(4), 816–832.
- MACKENZIE, C. A., 2012. "ACCRUING BENEFIT OR LOSS FROM A PROTECTED AREA: LOCATION MATTERS," *JOURNAL OF ECOLOGICAL ECONOMICS*, VOL. 76, PP. 119–129, 2012.
- MALLERET-KING, DELPHINE, JOANNA ELIOTT, HELEN GIBBONS, ANTHONY KING † ET TIPHAIN LEMÉNAGER. « PLUS QU'UNE SIMPLE ADDITION : QUELLE COMPLEMENTARITE ENVIRONNEMENTALE ENTRE AIRES PROTEGEES PUBLIQUES, PRIVEES ET COMMUNAUTAIRES ? » – 137–160.
- MANFREDO, M.J., VASKE, J.J. & TEEL, T.L. (2003) THE POTENTIAL FOR CONFLICT INDEX: A GRAPHIC APPROACH TO PRACTICAL SIGNIFICANCE OF HUMAN DIMENSIONS RESEARCH. *HUMAN DIMENSIONS OF WILDLIFE*, 8, 219–228.
- MARIJNEN, E., & VERWEIJEN, J. (2016). SELLING GREEN MILITARIZATION: THE DISCURSIVE (RE) PRODUCTION OF MILITARIZED CONSERVATION IN THE VIRUNGA NATIONAL PARK, DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO. *GEOFORUM*, 75, 274–285.
- MARIKI, S. B., H. SVARSTAD, AND T. A. BENJAMINSEN. 2015. ELEPHANTS OVER THE CLIFF: EXPLAINING WILDLIFE KILLINGS IN TANZANIA. *LAND USE POLICY* 44:19–30. DOI: 10.1016/J.LANDUSEPOL.2014.10.018.
- MARRIS, E. (2011). RAMBUNCTIOUS GARDEN: SAVING NATURE IN A POST-WILD WORLD. NEW YORK: BLOOMSBURY.
- MASCIA, M. B., & MILLS, M. (2018). WHEN CONSERVATION GOES VIRAL: DIFFUSION OF INNOVATIVE CONSERVATION POLICIES AND PRACTICES. *CONSERVATION LETTERS*, 11(3), 1–9. [HTTPS://DOI.ORG/10.1111/CONL.12442](https://doi.org/10.1111/CONL.12442)
- MASOZERA, M.K., ALAVALAPATI, J.R.R., JACOBSON, S.K. & SHRESTHA, R.K. (2006) ASSESSING THE SUITABILITY OF COMMUNITY-BASED MANAGEMENT FOR THE NYUNGWE FOREST RESERVE, RWANDA. *FOREST POLICY AND ECONOMICS*, 8 206–216.
- MATSEKETS A GIVEN, GLADMAN CHIBEMEME, NEVER MUBOKO , EDSON GANDIWA ET KUDAKWASHE TAKARINDA. 2018. "TOWARDS AN UNDERSTANDING OF CONSERVATION-BASED COSTS, BENEFITS, AND ATTITUDES OF LOCAL PEOPLE LIVING ADJACENT TO SAVE VALLEY CONSERVANCY, ZIMBABWE". *HINDAWI, SCIENTIFICA*, VOLUME 2018, ARTICLE ID 6741439, 9 PAGES.
- MATSEKETS A, G., MUKAMUTI, B.B., MUBOKO, N. & GANDIWA, E. (2019). AN ASSESSMENT OF LOCAL PEOPLE'S SUPPORT OF PRIVATE WILDLIFE CONSERVATION: A CASE OF SAVE VALLEY CONSERVANCY AND FRINGE COMMUNITIES, ZIMBABWE. *SCIENTIFICA*, 2019.
- MAWERE, M., MABEZA, C., & SHAVA, T. (2014). TRADITIONAL AUTHORITY IN COMMUNITY BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT (CBNRM). *FISH AQUACULTURE JOURNAL*, 5, 93. DOI:10.4172/2150-3508.1000093
- MAYNARD, LILY, JACOBSON SUSAN K., ET KAMNAGA, JOHN. A. 2019. "STAKEHOLDER COLLABORATION: EVALUATING COMMUNITY-BASED CONSERVANCIES IN KENYA" 54(5), 723–730 © 2019 FAUNA & FLORA INTERNATIONAL.
- MBARIA, J. AND M. OGADA. 2016. THE BIG CONSERVATION LIE: THE UNTOLD STORY OF WILDLIFE CONSERVATION IN KENYA. AUBURN: LENS&PENS.
- MBATHA, N. (2017). WOZA E NANDA: COMMUNITY-BASED TOURISM LIMITATIONS AT INANDA TOWNSHIP. THE REPUBLIC MAIL. AVAILABLE ONLINE AT: [THEREPUBLICMAIL.CO.ZA/2017/09/22/COMMUNITY-BASED TOURISM-LIMITATIONS-AT-INANDA-TOWNSHIP/](http://therepublicmail.co.za/2017/09/22/community-based-tourism-limitations-at-inanda-township/)
- MBURU, J., AND R. BIRNER. 2007. EMERGENCE, ADOPTION, AND IMPLEMENTATION OF COLLABORATIVE WILDLIFE MANAGEMENT OR WILDLIFE PARTNERSHIPS IN KENYA: A LOOK AT CONDITIONS FOR SUCCESS. *SOCIETY & NATURAL RESOURCES* 20(5):379–395. [HTTP://DX.DOI.ORG/10.1080/08941920701211645](http://dx.doi.org/10.1080/08941920701211645)
- MCDUGALL, C. & BANJADE, M.R. (2015) SOCIAL CAPITAL, CONFLICT, AND ADAPTIVE COLLABORATIVE GOVERNANCE: EXPLORING THE DIALECTIC. *ECOLOGY AND SOCIETY*, 20, 44.
- MITTAL, A., & FRASER, E. (2018). LOSING THE SERENGETI: THE MAASAI LAND THAT WAS TO RUN FOREVER. OAKLAND: THE OAKLAND INSTITUTE.
- MOORE, L. 2010. CONSERVATION HEROES VERSUS ENVIRONMENTAL VILLAINS: PERCEIVING ELEPHANTS IN CAPRIVI, NAMIBIA. *HUMAN ECOLOGY* 38(1): 19–29.
- MOORE, L. 2011. THE NEOLIBERAL ELEPHANT: EXPLORING THE IMPACTS OF THE TRADE BAN IN IVORY ON THE COMMODIFICATION AND NEOLIBERALISATION OF ELEPHANTS. *GEOFORUM* 42(1), 51–60. DOI:10.1016/J.GEOFORUM.2010.09.002
- MORTON, H., WINTER, E., & GROTE, U (2016). ASSESSING NATURAL RESOURCE MANAGEMENT THROUGH INTEGRATED ENVIRONMENTAL AND SOCIAL-ECONOMIC ACCOUNTING: THE CASE OF A NAMIBIAN CONSERVANCY. *JOURNAL OF ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT*, 25(4), 396–425. [HTTPS://DOI.ORG/10.1177/1070496516664385](https://doi.org/10.1177/1070496516664385)
- MORTON HUON, ETTI WINTER¹, AND ULRIKE GROTE. 2016. "ASSESSING NATURAL RESOURCE MANAGEMENT THROUGH INTEGRATED ENVIRONMENTAL AND SOCIAL-ECONOMIC ACCOUNTING: THE CASE OF A NAMIBIAN CONSERVANCY". *JOURNAL OF ENVIRONMENT & DEVELOPMENT* 2016, VOL. 25(4) 396–425
- MOSIMANE, A. W., MCCOOL, S., BROWN, P., & INGEBRETSON, J. (2014). USING MENTAL MODELS IN THE ANALYSIS OF HUMAN-WILDLIFE CONFLICT FROM THE PERSPECTIVE OF A SOCIOECOLOGICAL SYSTEM IN NAMIBIA. *ORYX*, 48(1), 64–70.
- MISSING VOICES. "INTERNATIONAL HUMAN RIGHTS DAY 2019. THEME: YOUTH STANDING UP FOR HUMAN RIGHTS. CALL FOR A PUBLIC DIALOGUE IN ISIOLO TO ADDRESS POLICE KILLINGS AND ENFORCED DISAPPEARANCES." THE REPORT WAS ACCESSED DECEMBER 24, 2019 BUT IS NO LONGER AVAILABLE ON THE WEBSITE OF MISSING VOICES. A COPY OF THIS REPORT IS BEING MADE AVAILABLE ON THE OAKLAND INSTITUTE'S WEBSITE.
- MITTAL, ANURADHA, ZAHRA MOLOO ANF FREDERIC MOUSSEAU. 2021. STEAL GAME "COMMUNITY" CONSERVANCIES

DEVASTATE LAND & LIVES IN NORTHERN KENYA. THE OAKLAND INSTITUTE. 56 P.

MKUTU, K. & WANDERA, G. (2013). POLICING THE PERIPHERY: CHALLENGES FOR THE KENYA POLICE RESERVE. SMALL ARMS SURVEY WORKING PAPER 15. GENEVA: GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL AND DEVELOPMENT STUDIES.
[HTTP://WWW.SMALLARMSSURVEY.ORG/FILEADMIN/DOCS/F-WORKING-PAPERS/SAS-WP15-KENYA-POLICING-THE-PERIPHERY.PDF](http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/F-Working-Papers/SAS-WP15-KENYA-POLICING-THE-PERIPHERY.PDF).

MKUTU, K. (2019). PASTORALISTS, POLITICS AND DEVELOPMENT PROJECTS. UNDERSTANDING THE LAYERS OF ARMED CONFLICT IN ISIOLO COUNTY, KENYA (BICC WORKING PAPER SERIES 7/2019). BONN: BICC.
[HTTPS://WWW.BICC.DE/UPLOADS/TX_BICCTOOLS/BICC_WORKING_PAPER_7_2019.PDF](https://www.bicc.de/uploads/tx_bicctools/BICC_WORKING_PAPER_7_2019.PDF)

MKUTU, K. (2020). SECURITY DYNAMICS IN CONSERVANCIES IN KENYA: THE CASE OF ISIOLO COUNTY (BICC WORKING PAPER SERIES 3/2020). BONN: BICC.
[HTTPS://WWW.BICC.DE/UPLOADS/TX_BICCTOOLS/BICC_WORKING_PAPER_3_2020_01.PDF](https://www.bicc.de/uploads/tx_bicctools/BICC_WORKING_PAPER_3_2020_01.PDF)

MKUTU, K., MÜLLER-KONÉ, M., & OWINO, E. A. (2021). FUTURE VISIONS, PRESENT CONFLICTS: THE ETHNICIZED POLITICS OF ANTICIPATION SURROUNDING AN INFRASTRUCTURE CORRIDOR IN NORTHERN KENYA. JOURNAL OF EASTERN AFRICAN STUDIES, 15(4), 707–727.
[HTTPS://DOI.ORG/10.1080/17531055.2021.1987700](https://doi.org/10.1080/17531055.2021.1987700).

MTAPURI, O., CAMILLERI, M. A. AND DŁUŻEWSKA, A. (2021) ADVANCING COMMUNITY-BASED TOURISM APPROACHES FOR THE SUSTAINABLE DEVELOPMENT OF DESTINATIONS, SUSTAINABLE DEVELOPMENT,

MUCHAPONDWA, E., & STAGE, J. (2013). THE ECONOMIC IMPACTS OF TOURISM IN BOTSWANA, NAMIBIA AND SOUTH AFRICA: IS POVERTY SUBSIDING? NATURAL RESOURCES FORUM, 37(2), 80–89.

MUDIMBA, T. & TICHAAWA, T.M. (2017). VOICES OF LOCAL COMMUNITIES REGARDING THEIR INVOLVEMENT AND ROLES IN THE TOURISM DEVELOPMENT PROCESS IN VICTORIA FALLS, ZIMBABWE.

AFRICAN JOURNAL OF HOSPITALITY, TOURISM AND LEISURE, 6(4), 1–15.

MULONGA, S., & MURPHY, C. A. (2003). SPENDING THE MONEY: THE EXPERIENCE OF CONSERVANCY BENEFIT DISTRIBUTION IN NAMIBIA UP TO MID-2003. WINDHOEK, NAMIBIA: DIRECTORATE OF ENVIRONMENTAL AFFAIRS, MINISTRY OF ENVIRONMENT AND TOURISM.

MURPHREE, M. W. 2004. COMMUNAL APPROACHES TO NATURAL RESOURCE MANAGEMENT IN AFRICA: FROM WHENCE AND TO WHERE? JOURNAL OF INTERNATIONAL WILDLIFE LAW AND POLICY 7:203–216.
[HTTP://DX.DOI.ORG/10.1080/13880290490883250](http://dx.doi.org/10.1080/13880290490883250)

MUSUMALI, M.M., LARSEN, T.S. & KALTENBORN, B.P. (2007) AN IMPASSE IN COMMUNITY BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT IMPLEMENTATION: THE CASE OF ZAMBIA AND BOTSWANA. ORYX, 41, 306–313.

MWANGI, E. 2007B. SUBDIVIDING THE COMMONS: DISTRIBUTIONAL CONFLICT IN THE TRANSITION FROM COLLECTIVE TO INDIVIDUAL PROPERTY RIGHTS IN KENYA'S MAASAILAND. WORLD DEVELOPMENT 35(5): 815–834.

NACSO (NAMIBIAN ASSOCIATION OF CBNRM SUPPORT ORGANISATIONS). 2008. NAMIBIA'S COMMUNAL CONSERVANCIES: A REVIEW OF PROGRESS AND CHALLENGES IN 2007.
[HTTP://WWW.NACSO.ORG.NA/SOC_2007/INDEX.PHP](http://www.nacso.org.na/soc_2007/INDEX.PHP)

NACSO (NAMIBIAN ASSOCIATION OF CBNRM SUPPORT ORGANISATIONS). 2013. NAMIBIA'S COMMUNAL CONSERVANCIES: A REVIEW OF PROGRESS AND CHALLENGES IN 2011.
[HTTP://WWW.NACSO.ORG.NA/SOC_2011/SOC_2011.PDF](http://www.nacso.org.na/soc_2011/soc_2011.pdf)

NAIDOO, R., WEAVER, L. C., DIGGLE, R. W., MATONGO, G., STUART-HILL, G., & THOULESS, C. (2016). COMPLEMENTARY BENEFITS OF TOURISM AND HUNTING TO COMMUNAL CONSERVANCIES IN NAMIBIA. CONSERVATION BIOLOGY, 30(3), 628–638.

NELSON, F., AND A. AGRAWAL. 2008. PATRONAGE OR PARTICIPATION? COMMUNITY-BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT REFORM IN SUB-SAHARAN

AFRICA. DEVELOPMENT AND CHANGE 39:557–585.
[HTTP://DX.DOI.ORG/10.1016/J.1467-7660.2008.00496.X](http://dx.doi.org/10.1016/j.1467-7660.2008.00496.x)

NEUMANN, R. (2001). DISCIPLINING PEASANTS IN TANZANIA: FROM STATE VIOLENCE TO SELF-SURVEILLANCE IN WILDLIFE CONSERVATION. IN N. PELUSO & M. WATTS (EDS.), VIOLENT ENVIRONMENTS (PP. 305–327). ITHACA: CORNELL UNIVERSITY PRESS.

NEUMANN, R. P. (2004). MORAL AND DISCURSIVE GEOGRAPHIES IN THE WAR FOR BIODIVERSITY IN AFRICA. POLITICAL GEOGRAPHY, 23(7), 813–837.

NGWIRA, P., KOLAWOLE, O., & MBAIWA, J. (2013). COMMUNITY BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT, TOURISM AND POVERTY ALLEVIATION IN SOUTHERN AFRICA: WHAT WORKS AND WHAT DOESN'T WORK. CHINESE BUSINESS REVIEW, 12(12), 789–806.

NKHATA, B., BREEN, C., & ABACAR, A. (2009). SOCIAL CAPITAL, COMMUNITY-BASED GOVERNANCE AND RESILIENCE IN AN AFRICAN ARTISANAL RIVER FISHERY. WATER SA, 35(1), 45–53.

NRT (NORTHERN RANGELANDS TRUST). 2015A. NRT STATE OF CONSERVANCIES REPORT 2014. ISIOLO: NRT.

NRT (NORTHERN RANGELANDS TRUST). 2015B. A GUIDE TO ESTABLISHING COMMUNITY CONSERVANCIES – THE NRT MODEL. ISIOLO: NRT.

NTULI, H., & MUCHAPONDWA, E. (2018). THE ROLE OF INSTITUTIONS IN COMMUNITY WILDLIFE CONSERVATION IN ZIMBABWE. INTERNATIONAL JOURNAL OF THE COMMONS, 12(1), 134–169.
[HTTPS://DOI.ORG/10.18352/IJC.803](https://doi.org/10.18352/ijc.803)

NUNAN, F. (2006). EMPOWERMENT AND INSTITUTIONS: MANAGING FISHERIES IN UGANDA. WORLD DEVELOPMENT, 34(7), 1316–1332.

OBURAH, KEN OGAO, CLEMENT LENACHURU ET WILFRED O. ODADI. 2021. "DOES THE COMMUNITY CONSERVANCY MODEL WORK FOR PASTORALISTS? INSIGHTS FROM NAIBUNGA CONSERVANCY IN NORTHERN KENYA". SUSTAINABILITY 2021, 13, 7772

- OGUTU, JOSEPH, BERNARD KULOBA, HANS-PETER PIEPHO, ERUSTUS KANGA. 2017. "WILDLIFE POPULATION DYNAMICS IN HUMAN-DOMINATED LANDSCAPES UNDER COMMUNITY-BASED CONSERVATION: THE EXAMPLE OF NAKURU WILDLIFE CONSERVANCY, KENYA". PLOS ONE 12(1): e0169730. DOI:10.1371/JOURNAL.PONE.0169730 30P.
- ODUOR, M. O. A. (2020). LIVELIHOOD IMPACTS AND GOVERNANCE PROCESSES OF COMMUNITY-BASED WILDLIFE CONSERVATION IN MAASAI MARA ECOSYSTEM, KENYA. JOURNAL OF ENVIRONMENTAL MANAGEMENT, 260, 110133. [HTTPS://DOI.ORG/10.1016/J.JENVMAN.2020.110133](https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2020.110133)
- OGRA, M. 2008. HUMAN-WILDLIFE CONFLICT AND GENDER IN PROTECTED AREA BORDERLANDS: A CASE STUDY OF COSTS, PERCEPTIONS, AND VULNERABILITIES FROM UTTARAKHAND (UTTARANCHAL), INDIA. GEOFORUM 39(3): 1408-1422.
- OGRA, M. AND R. BADOLA. 2008. COMPENSATING HUMAN-WILDLIFE CONFLICT IN PROTECTED AREA COMMUNITIES: GROUND-LEVEL PERSPECTIVES FROM UTTARAKHAND (UTTARANCHAL), INDIA. HUMAN ECOLOGY 36(5): 717-729.
- OGUTU, J.O., N. OWEN-SMITH, H.P. PIEPHO, AND M.Y. SAID. 2011. CONTINUING WILDLIFE POPULATION DECLINES AND RANGE CONTRACTION IN THE MARA REGION OF KENYA DURING 1977-2009. JOURNAL OF ZOOLOGY 285: 99-109.
- OJEDA, D. 2012. GREEN PRETEXTS: ECOTOURISM, NEOLIBERAL CONSERVATION AND LAND GRABBING IN TAYRONA NATIONAL NATURAL PARK, COLUMBIA. THE JOURNAL OF PEASANT STUDIES 39(2): 357-375.
- OSBORN, F. AND C. HILL. 2005. TECHNIQUES TO REDUCE CROP LOSS: HUMAN AND TECHNICAL DIMENSIONS IN AFRICA. IN: PEOPLE AND WILDLIFE: CONFLICT OR COEXISTENCE (EDS. WOODRUFFE, R., S. THIRGOOD, S., AND A. RABINOWITZ). CAMBRIDGE: CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS.
- PETERSON, R., D. RUSSELL, P. WEST, AND J. BROSIUS. 2010. SEEING (AND DOING) CONSERVATION THROUGH CULTURAL LENSES. ENVIRONMENTAL MANAGEMENT 45(1): 5-18.
- PILLAY, M. AND ROGERSON, C. M. (2013) AGRICULTURE TOURISM LINKAGES AND PRO-POOR IMPACTS: THE ACCOMMODATION SECTOR OF URBAN COASTAL KWAZULU-NATAL, SOUTH AFRICA, APPLIED GEOGRAPHY, 36: 49-58.
- QUESNE, GAETAN (BAASTEL), ÉRIC BELVAUX (EXPERT INDEPENDANT), CATHERINE GABRIE (EXPERTE INDEPENDANTE), CHRISTIAN CASTELLANET (GRET) ET JUDICAËL FETIVEAU (GRET). 2019. ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS DES INTERVENTIONS « AIRES PROTÉGÉES » DE L'AFD A LA CONSERVATION ET AU DEVELOPPEMENT (2000-2017). SYNTHÈSE DU RAPPORT FINAL. EXPOST N°75, FEVRIER 2019. DIRECTION INNOVATION, RECHERCHE ET SAVOIRS. DEPARTEMENT ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE (EVA). AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT 44 P.
- REED, M.S. (2008) STAKEHOLDER PARTICIPATION FOR ENVIRONMENTAL MANAGEMENT: A LITERATURE REVIEW. BIOLOGICAL CONSERVATION, 141, 2417-2431.
- RIEHL, B., ZERRIFFI, H., & NAIDOO, R. (2015). EFFECTS OF COMMUNITY-BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT ON HOUSEHOLD WELFARE IN NAMIBIA. PLOS ONE, 10(5), e0125531. DOI:10.1371/JOURNAL.PONE.0125531
- RIHOY, L, CHIROZWA, C & ANSTEY, S, 2010. PEOPLE ARE NOT HAPPY": CRISIS, ADAPTATION AND RESILIENCE IN ZIMBABWE'S CAMPFIRE PROGRAMME. IN F NELSON (ED.), COMMUNITY RIGHTS, CONSERVATION AND CONTESTED LAND. THE POLITICS OF NATURAL RESOURCE GOVERNANCE IN AFRICA. EARTHSCAN, LONDON, 174-201.
- ROE, D., F. NELSON, AND C. SANDBROOK, EDITORS. 2009. COMMUNITY MANAGEMENT OF NATURAL RESOURCES IN AFRICA. IMPACTS, EXPERIENCES AND FUTURE DIRECTIONS. INTERNATIONAL INSTITUTE FOR ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT, LONDON, UK. [ONLINE] URL: [HTTP://PUBS.IIED.ORG/PDFS/17503IIED.PDF](http://pubs.iied.org/PDFS/17503IIED.PDF)
- ROE, D., F. NELSON, AND C. SANDBROOK, EDITORS. 2009. COMMUNITY MANAGEMENT OF NATURAL RESOURCES IN AFRICA. IMPACTS, EXPERIENCES AND FUTURE DIRECTIONS. INTERNATIONAL INSTITUTE FOR ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT, LONDON, UK. [ONLINE] URL: <http://pubs.iied.org/PDFS/17503IIED.PDF>
- ROTH, R. AND W. DRESSLER. 2012. MARKET-ORIENTED CONSERVATION GOVERNANCE: THE PARTICULARITIES OF PLACE. GEOFORUM 43(3): 363-366.
- SAAYMAN, M. & GIAMPICCOLI, A. (2015). COMMUNITY-BASED AND PRO-POOR TOURISM: INITIAL ASSESSMENT OF THEIR RELATION TO COMMUNITY DEVELOPMENT. EUROPEAN JOURNAL OF TOURISM RESEARCH, 12, 145-190.
- SACHEDINA, H. 2008. WILDLIFE IS OUR OIL: CONSERVATION, LIVELIHOODS AND NGOS IN THE TARANGIRE ECOSYSTEM. PHD THESIS, UNIVERSITY OF OXFORD.
- SACHEDINA, H. & NELSON, F. (2010) PROTECTED AREAS AND COMMUNITY INCENTIVES IN SAVANNAH ECOSYSTEMS: A CASE STUDY OF TANZANIA'S MAASAI STEPPE. ORYX, 44, 390-398.
- SAMUELSSON, E., & STAGE, J. (2007). THE SIZE AND DISTRIBUTION OF THE ECONOMIC IMPACTS OF NAMIBIAN HUNTING TOURISM. SOUTH AFRICAN JOURNAL OF WILDLIFE RESEARCH, 37(1), 41-52.
- SALERNO, J., M. BORGERHOFF MULDER, M. N. GROTE, M. GHISELLI, AND C. PACKER, 2016, "HOUSEHOLD LIVELIHOODS AND CONFLICT WITH WILDLIFE IN COMMUNITY-BASED CONSERVATION AREAS ACROSS NORTHERN TANZANIA," ORYX, VOL. 50, NO. 4, ARTICLE 702E712, 2016.
- SCHERL, L. M., A. WILSON, R. WILD ET AL., 2004, CAN PROTECTED AREAS CONTRIBUTE TO POVERTY REDUCTION? OPPORTUNITIES AND LIMITATIONS, IUCN, GLAND, SWITZERLAND, 2004.
- SCHETTER CONRAD, KENNEDY MKUTU, MARIE MÜLLER-KONÉ. 2022. "FRONTIER NGOS: CONSERVANCIES, CONTROL, AND VIOLENCE IN NORTHERN KENYA". WORLD DEVELOPMENT 151 (2022) 105735
- SCHNEGG, M & DIMBA KIAGA, R, 2018. SUBSIDIZED ELEPHANTS: COMMUNITY-

BASED RESOURCE GOVERNANCE AND ENVIRONMENTAL (IN)JUSTICE IN NAMIBIA. *GEOFORUM* 93, 105–115.

SILVA, J. A., & MOSIMANE, A. W. (2012). CONSERVATION-BASED RURAL DEVELOPMENT IN NAMIBIA: A MIXED-METHODS ASSESSMENT OF ECONOMIC BENEFITS. *THE JOURNAL OF ENVIRONMENT & DEVELOPMENT*, 22(1), 25–50.

SILVA, A. J., & MOSIMANE, A. W. (2012). CONSERVATION-BASED RURAL DEVELOPMENT IN NAMIBIA: A MIXED-METHODS ASSESSMENT OF ECONOMIC BENEFITS. *JOURNAL OF ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT*, 22(1), 25–50. <https://doi.org/10.1177/1070496512469193>

SILVA, J., AND N. MOTZER. 2015. HYBRID UPTAKES OF NEOLIBERAL CONSERVATION IN NAMIBIAN TOURISM-BASED DEVELOPMENT. *DEVELOPMENT AND CHANGE* 46(1):48–71. [HTTP://DX.DOI.ORG/10.1111/DECH.12139](http://dx.doi.org/10.1111/dech.12139)

SHIBIA, M. G., 2010, “DETERMINANTS OF ATTITUDES AND PERCEPTIONS ON RESOURCE USE AND MANAGEMENT OF MARSABIT NATIONAL RESERVE, KENYA,” *JOURNAL OF HUMAN ECOLOGY*, VOL. 30, NO. 1, PP. 55–62, 2010.

SHIBIA, M. G. 2010. “DETERMINANTS OF ATTITUDES AND PERCEPTIONS ON RESOURCE USE AND MANAGEMENT OF MARSABIT NATIONAL RESERVE, KENYA,” *JOURNAL OF HUMAN ECOLOGY*, VOL. 30, NO. 1, PP. 55–62, 2010.

SONGORWA, A. 1999. COMMUNITY-BASED WILDLIFE MANAGEMENT (CWM) IN TANZANIA: ARE THE COMMUNITIES INTERESTED? *WORLD DEVELOPMENT* 27(12): 2061–2079.

SONGORWA, A., T. BUHRS, AND K. HUGHEY. 2000. COMMUNITY-BASED WILDLIFE MANAGEMENT IN AFRICA: A CRITICAL ASSESSMENT OF THE LITERATURE. *NATURAL RESOURCES JOURNAL* 40:603.

SOWMAN, M., & WYNBERG, R. (2014). GOVERNANCE FOR JUSTICE AND ENVIRONMENTAL SUSTAINABILITY: LESSONS ACROSS NATURAL RESOURCE SECTORS IN SUB-SAHARAN AFRICA. NEW YORK, NY: ROUTLEDGE.

STASJA KOOTLA ET WALTER VAN BEEK. 2017. “JU/’HOANSI LODGING IN A NAMIBIAN CONSERVANCY: CBNRM,

TOURISM AND INCREASING DOMINATION”. *CONSERVATION AND SOCIETY* 15(2): 136–146, 2017

SUICH, HELEN. 2013. “EVALUATING THE HOUSEHOLD LEVEL OUTCOMES OF COMMUNITY BASED NATURAL RESOURCE MANAGEMENT: THE TCHUMA TCHATO PROJECT AND KWANDU CONSERVANCY ». *ECOLOGY AND SOCIETY* 18(4): 25.

SULLIVAN, S. 2000. GENDER, ETHNOGRAPHIC MYTHS AND COMMUNITY-BASED CONSERVATION IN A FORMER NAMIBIAN ‘HOMELAND’. IN: *RETHINKING PASTORALISM IN AFRICA* (ED. HODGSON, D.). PP. 142–164. ATHENS: OHIO UNIVERSITY PRESS.

SULLIVAN, S. 2006. THE ELEPHANT IN THE ROOM? PROBLEMATISING ‘NEW’ (NEOLIBERAL) BIODIVERSITY CONSERVATION. *FORUM FOR DEVELOPMENT STUDIES*. 33(1): 105–135.

TADESSE, W.G. 2005. INTRODUCTION. IN: *PROPERTY AND EQUALITY, VOLUME 2: ENCAPSULATION, COMMERCIALISATION, DISCRIMINATION* (EDS. WIDLOK, T. AND W.G. TADESSE). PP. 1–15. NEW YORK, NY: BERGHAHN BOOKS.

TAYLOR, J.J. 2008. NAMING THE LAND: IDENTITY, AUTHORITY AND ENVIRONMENT IN NAMIBIA’S WEST CAPRIVI. PH.D. THESIS, OXFORD UNIVERSITY, OXFORD, U.K.

THOMPSON, M., AND K. HOMEWOOD. 2002. ELITES, ENTREPRENEURS AND EXCLUSION IN MAASAILAND. *HUMAN ECOLOGY* 30(1): 107–138.

THOMPSON, M., S. SERNEELS, D. KAELO, AND P.C. TRENCH. 2009. MAASAI MARA – LAND PRIVATIZATION AND WILDLIFE DECLINE: CAN CONSERVATION PAY ITS WAY? IN *STAYING MAASAI? LIVELIHOOD, CONSERVATION AND DEVELOPMENT IN EAST AFRICAN RANGELANDS*, ED. K. HOMEWOOD, P. KRISTJANSON, AND P. TRENCH. NEW YORK: SPRINGER.

TOSUN, C. (2000). LIMITS TO COMMUNITY PARTICIPATION IN THE TOURISM DEVELOPMENT PROCESS IN DEVELOPING COUNTRIES. *TOURISM MANAGEMENT*, 21, 613–633.

TURPIE, J., BARNES, J., LANGE, G. M., & MARTIN, R. (2010). THE ECONOMIC VALUE OF NAMIBIA’S PROTECTED AREA SYSTEM: A CASE FOR INCREASED INVESTMENT

(REPORT COMMISSIONED BY THE MET WITH FUNDING FROM THE UNDP/GEF SUPPORTED STRENGTHENING THE PROTECTED AREA NETWORK [SPAN] PROJECT). WINDHOEK, NAMIBIA: MET.

VAN DER PLOEG, J., CAUILLAN-CUREG, M. VAN WEERD, AND G. PERSOON. 2011. ‘WHY MUST WE PROTECT CROCODILES?’ EXPLAINING THE VALUE OF THE PHILIPPINE CROCODILE TO RURAL COMMUNITIES. *JOURNAL OF INTEGRATIVE ENVIRONMENTAL SCIENCES* 8(4): 1–12.

VELDHUIS, M. P., M. E. RITCHIE, J. O. OGUTU, T. A. MORRISON, C. M. BEALE, A. B. ESTES, W. MWAKILEMA, ET AL. 2019. CROSS-BOUNDARY HUMAN IMPACTS COMPROMISE THE SERENGETI–MARA ECOSYSTEM. *SCIENCE* 363 (6434):1424–28. DOI: 10.1126/SCIENCE.AAV0564.

WAINWRIGHT, C., AND W. WEHRMEYER. 1998. SUCCESS IN INTEGRATING CONSERVATION AND DEVELOPMENT? A STUDY FROM ZAMBIA. *WORLD DEVELOPMENT* 26(6):933–944. [http://dx.doi.org/10.1016/S0305-750X\(98\)00027-8](http://dx.doi.org/10.1016/S0305-750X(98)00027-8)

WARREN, C. & VISSER, L. (2016). THE LOCAL TURN: AN INTRODUCTORY ESSAY REVISITING LEADERSHIP, ELITE CAPTURE AND GOOD GOVERNANCE IN INDONESIAN CONSERVATION AND DEVELOPMENT PROGRAMS. *HUMAN ECOLOGY*, 44, 277–286.

WEAVER, L. C., & SKYER, P. (2003). *CONSERVANCIES: INTEGRATING WILDLIFE LAND-USE OPTIONS INTO THE LIVELIHOOD, DEVELOPMENT AND CONSERVATION STRATEGIES OF NAMIBIAN COMMUNITIES*. IN: A PAPER PRESENTED AT THE 5TH WORLD PARKS CONGRESS, DURBAN, SOUTH AFRICA.

WELDEMICHIEL, T. G. (2020). OTHERING PASTORALISTS, STATE VIOLENCE, AND THE REMAKING OF BOUNDARIES IN TANZANIA’S MILITARISED WILDLIFE CONSERVATION SECTOR. *ANTIPODE*, 52 (5), 1496–1518.

WENBORN, MICHAEL, MAGDALENA S. SVENSSON, STEIN KATUPA, ROGER COLLINSON ET VINCENT NIJMAN. 2022. “LESSONS ON THE COMMUNITY CONSERVANCY MODEL FOR WILDLIFE PROTECTION IN NAMIBIA”. *THE JOURNAL OF ENVIRONMENT & DEVELOPMENT* 2022, VOL. 0(0).

WEST, P. 2006. CONSERVATION IS OUR GOVERNMENT NOW: THE POLITICS OF ECOLOGY IN PAPUA NEW GUINEA. DURHAM: DUKE UNIVERSITY PRESS.

WEST, P. 2006. CONSERVATION IS OUR GOVERNMENT NOW: THE POLITICS OF ECOLOGY IN PAPUA NEW GUINEA. DURHAM: DUKE UNIVERSITY PRESS.

WESTERN, D., R. M. WRIGHT, AND S. C. STRUM, EDITORS. 1994. NATURAL CONNECTIONS: PERSPECTIVES IN COMMUNITY-BASED CONSERVATION. ISLAND, WASHINGTON, D.C., USA.

WRIGHT, C. 2017. TURBULENT TERRAINS: THE CONTRADICTIONS AND POLITICS OF DECENTRALIZED CONSERVATION. CONSERVATION AND SOCIETY 15(2): 157–167.

WOLMER, W. AND C. ASHLEY. 2003. PART II: RESOURCES AND POLICIES: 3. WILD RESOURCES MANAGEMENT IN SOUTHERN AFRICA: PARTICIPATION, PARTNERSHIPS, ECOREGIONS AND REDISTRIBUTION. IDS BULLETIN 34(3): 31–40.

YOUNG, Z., G. MAKONI, AND S. BOEHMER-CHRISTIANSEN. 2001. GREEN AID IN INDIA AND ZIMBABWE – CONSERVING WHOSE COMMUNITY? GEOFORUM 32(3): 299–318.

YANES, A., ZIELINSKI, S., DIAZ CANO, M. & KIM, SEONG-IL. (2019). COMMUNITY-BASED TOURISM IN DEVELOPING COUNTRIES: A FRAMEWORK FOR POLICY EVALUATION. SUSTAINABILITY, 11, 2506. doi:10.3390/su11092506

Liste des sigles et abréviations

AFD	Agence française de développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
CBNRM	Community Based Natural Resources Management
NRT	Northern Rangelands Trust

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD).

Avec un catalogue de plus de 1 000 titres, et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares. Retrouvez-les toutes en libre accès sur editions.afd.fr

Pour un monde en commun.

Directeur de publication Rémy Rioux

Directeur de la rédaction Thomas Mélonio

Dépôt légal 1^{er} trimestre 2025

ISSN 2492 – 2846

Crédits et autorisations

License Creative Commons

Attribution – Pas de commercialisation – Pas de modification

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Création graphique MeMo, Julie Gilles, D. Cazeils

Conception et réalisation PUB

Imprimé par le service reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications :

<https://www.afd.fr/fr/ressources-accueil>